

*Séminaire de Droit militaire  
et de Droit de la Guerre*

Association sans but lucratif

*Studiecentrum voor Militair  
Recht en Oorlogsrecht*

Vereniging zonder winstgevend doel



**" La prise en compte des contraintes  
du droit des conflits armés lors de  
l'acquisition de nouvelles méthodes  
et de nouveaux moyens de combat ou de  
guerre au sein des Forces armées belges "**

**"De inachtneming van de  
verplichtingen van het recht der  
gewapend conflicten bij het verwerven  
van nieuwe gevechtsmethodes en van  
nieuwe gevechtmiddelen bij de  
Belgische Strijdkrachten "**

Journée d'étude  
du 22 février 2002

Studiedag  
van 22 februari 2002

**Session 2001 - 2002**

**Sessie 2001 - 2002**



***Séminaire de Droit militaire  
et de Droit de la Guerre***

---

Association sans but lucratif

***Studiecentrum voor Militair  
Recht en Oorlogsrecht***

---

Vereniging zonder winstgevend doel



**Journée d'étude  
du 22 février 2002**

**Studiedag  
van 22 februari 2002**

***" La prise en compte des contraintes  
du droit des conflits armés lors de  
l'acquisition de nouvelles méthodes  
et de nouveaux moyens de combat ou de  
guerre au sein des Forces armées belges "***

**"De inachtneming van de  
verplichtingen van het recht der  
gewapend conflicten bij het verwerven  
van nieuwe gevechtsmethodes en van  
nieuwe gevechtmiddelen bij de  
Belgische Strijdkrachten "**

**Session 2001 - 2002**

**Sessie 2001 - 2002**

Editeur responsable - Verantwoordelijk uitgever : Colonel d'Avi BEM Hre / Ere Kol v/h Vlw SBH R. REMACLE

Séminaire de Droit militaire et de Droit de la Guerre a.s.b.l. - Auditorat général près la Cour militaire  
Palais de Justice - Place Poelaert - B-1000 Bruxelles.

C.C.P. N° 000-0941070-73 de l'a.s.b.l. «Séminaire de droit pénal militaire» Palais de Justice - B-1000 Bruxelles.

Studiecentrum voor Militair Recht en Oorlogsrecht vzw - Auditoraat generaal bij het militair Gerechtshof  
Justitiepaleis - Poelaertplein - B-1000 Brussel

P.C.R. N° 000-0941070-73 - van « Studiecentrum voor militair recht » - Justitiepaleis - B-1000 Brussel.

Tel.(02) 508 60 25 - 508 60 82 Fax : (02) 508 60 87

E-Mail : srt.sem@skynet.be

**" La prise en compte des contraintes  
du droit des conflits armés lors de l'acquisition de nouvelles méthodes  
et de nouveaux moyens de combat ou de guerre au sein des Forces armées belges "**

**"De inachtneming van de verplichtingen van het recht der gewapend conflicten  
bij het verwerven van nieuwe gevechtsmethodes en van nieuwe  
gevechtmiddelen bij de Belgische Strijdkrachten "**

**Composition du groupe de travail  
Samenstelling van de werkgroep**

**Président - Voorzitter :Dhr./M. A.Vanheusden, adjunct-adviseur / conseiller - adjoint  
DGJM/LEGAD-Hum/Int**

Membres – Leden : Maj d'Avi Y. Durieux.

M. D. Loye, Conseiller à l'Unité Mines-Armes, Division juridique du  
CICR (Genève)

LtCol d'Avi (R) J. Sprockeels



## Table des matières Inhoudstafel

<b>Introduction.</b>	p. 1
<b><i>De verplichting vervat in artikel 36 van protocol I bij de conventies van Geneva en hoe België deze verplichting uitvoert</i></b>	p. 3
1. Inleiding	p. 3
2. Analyse van artikel 36 van protocol I	p. 3
3. Belgische uitvoeringsmaatregelen	p. 5
<b><i>L'exécution de l'article 36 du protocole I dans les autres pays</i></b>	p. 9
L'Australie	p. 9
1. Identification des nouveaux moyens ou systèmes d'armes à acquérir ou à développer	p. 9
2. Recueil de l'information détaillée nécessaire à l'exécution de l'évaluation juridique	p. 9
3. Evaluation juridique proprement dite	p. 10
4. Conservation des résultats de l'évaluation	p. 10
Norvège	p. 10
Suède	p. 11
Les Etats-Unis d'Amérique	p. 12
<b><i>Een voorbeeld van een nieuwe gevechtsmethode – Het bombarderen Vanop 15.000 voet</i></b>	p. 15
I. Art 36 P.I. Nieuwe methoden	p. 15
II. Zero Casualties Policy	p. 16
III. Is bombarderen op 15.000 voet een "nieuwe" gevechtsmethode?	P. 18
IV "Is bombarderen vanop 15.000 voet verboden, want tegen het R.G.C. ?	p. 19
V. In synthese...	p. 21
VI. Is der geen specifieke "toolkit voor air-warfare"?	p. 21
VII. Conclusie	p. 22
<b><i>Een juridische beoordeling van de 12.7mm multipurpose munitie</i></b>	p. 23
I. Inleiding	p. 23
II. Beschrijving en doel van de munitie	p. 23
III. Bezorgdheid van het ICRK	p. 24
IV. Juridische beoordeling	p. 26

1. Brandwapens	p. 26
2. De Verklaring van St.-Petersburg	p. 27
3. Het verbod op gebruik van wapens, projectielen en materieel die van aard zijn overbodig letsel te veroorzaken	p. 28
V. Besluiten	p. 30
<b><i>L'article 36 du protocole I et les nouvelles technologies</i></b>	p. 31
I. Aspects importants concernant la mise en œuvre de l'article 36	p. 31
II. Récents efforts et futures activités par rapport à une meilleure Mise en œuvre de l'article 36	p. 33
III. Exemples de nouvelles armes ou technologies qui méritent un examen approfondi dans le cadre des procédures prévues par l'article 36	p. 34
III.1. Armes à laser qui éblouissent temporairement ("dazzlers")	p. 34
III.2. Bombes à explosif gazeux ("Fuel-Air Explosives")	p.35
III.3. Balles à usages multiples de calibre 12,7mm ("12.7mm MP Round")	p. 35
III.4. Domaine des armes "non létales"	p. 36



## INTRODUCTION

Par Robert Remacle, Colonel d'Aviation Hre, Breveté d'Etat-Major, Directeur de Session

Tous les Etats parties au 1<sup>ier</sup> Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1949 ont l'obligation lors de « *l'étude, la mise au point, l'acquisition ou l'adoption d'une nouvelle arme, de nouveaux moyens ou d'une nouvelle méthode de guerre, de déterminer si l'emploi en serait interdit, dans certaines circonstances ou en toutes circonstances, par les dispositions du 1<sup>ier</sup> Protocole ou par toute autre règle du droit international* ».

Enoncées dans plusieurs traités, les règles fondamentales à prendre en considération sont reprises dans le 1<sup>ier</sup> Protocole additionnel.

L'article 35/1 rappelle le principe de base du droit de la guerre que « *dans tout conflit armé, le droit des Parties au conflit de choisir des méthodes ou des moyens de guerre n'est pas illimité* »<sup>1</sup>.

Le paragraphe 2 confirme qu' « *il est interdit d'employer des armes, des projectiles et des matières ainsi que des méthodes de guerre de nature à causer des maux superflus* » (des souffrances inutiles<sup>2</sup> ou des traumatismes excessifs<sup>3</sup>).

Le paragraphe 3 interdit « *d'utiliser des méthodes ou moyens de guerre qui sont conçus pour causer, ou dont on peut attendre qu'ils causeront, des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel* »<sup>4</sup>.

Enfin, les articles 48 et 51/4 du 1<sup>ier</sup> Protocole interdisent l'emploi de méthodes et de moyens de guerre indiscriminés.

L'obligation contenue dans l'article 36 du 1<sup>ier</sup> Protocole a été toutefois largement ignorée par les Etats.

C'est pourquoi à la 27<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les gouvernements et le Mouvement de la Croix-Rouge ont accepté un plan d'action pour les années 2000-2003. « States which have not done so are encouraged to establish mechanism and procedures to determine whether the use of weapons, whether held in their inventories or being procured or developed, would conform to the obligation binding on them under international humanitarian law. States are encouraged to promote, wherever possible, exchange of information and transparency in relation to these mechanisms, procedures and evaluations ».

---

<sup>1</sup> Voir aussi l'article 22 du Règlement de la IV<sup>e</sup> Convention de La Haye de 1907 et le préambule de la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. les armes classiques.

<sup>2</sup> Convention de Saint-Petersbourg de 1868.

<sup>3</sup> Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

<sup>4</sup> Voir Aussi le préambule à la Convention de 1980.

Il faut, toutefois, garder à l'esprit que des études de compatibilité nationale laissent le champ libre à des interprétations et des conclusions différentes. Ces études n'auront généralement de réelle efficacité que si elles débouchent sur des interdictions ou des limitations établies au niveau international. Comment croire, en effet, qu'un Etat s'interdise un moyen de guerre ou de combat en usage dans d'autres armées et qu'un adversaire éventuel pourrait, lui, l'employer. Ces études de compatibilité menée au niveau national seront influencées par les nécessités des forces armées nationales et leur efficacité mais aussi par la prudence ou la méfiance vis-à-vis d'autres Etats qui n'envisageraient pas les mêmes interdictions ou limitations.

L'idée de créer une institution internationale chargée d'examiner la conformité des moyens et des méthodes de guerre avec le droit international humanitaire n'est pas nouvelle. Lors de la Conférence diplomatique de 1974 -77 plus de la moitié des délégations votèrent en faveur d'une telle commission<sup>5</sup>.

En attendant, il était, toutefois, intéressant et opportun d'examiner dans quelle mesure l'Etat belge s'acquitte de cette obligation.

C'était l'objet de l'étude menée par le Séminaire de droit militaire et de Droit de la Guerre.

---

<sup>5</sup> Mais 2/3 de votes favorables étaient requis. La conférence a adopté la résolution 22 recommandant une conférence sur la prohibition de certaines armes classiques. La Convention de 1980 en sera une suite.

# DE VERPLICHTING VERVAT IN ARTIKEL 36 VAN PROTOCOL I BIJ DE CONVENTIES VAN GENEVE VAN 1949 EN HOE BELGIE DEZE VERPLICHTING UITVOERT

Door Dhr. Alfons Vanheusden<sup>6</sup>

is adjunct-adviseur (jurist) bij het Ministerie van Landsverdediging  
Algemene Directie Juridische Steun en Bemiddeling,

## 1. INLEIDING

Artikel 36 van het Eerste Aanvullend Protocol van 1977 bij de Conventies van Genève van 1949 (hierna “Protocol I”) stelt:

*“Op een Hoge Verdragsluitende Partij rust bij de studie, ontwikkeling, aanschaf of invoering van een nieuw wapen, een nieuw middel of een nieuwe methode van oorlogvoering de verplichting, vast te stellen of het gebruik daarvan, in bepaalde of in alle omstandigheden, door dit Protocol of door enige andere regel van het ten aanzien van de Hoge Verdragsluitende Partij toepasselijk internationaal recht is verboden”.*

Volgens bepaalde rechtsleer noopt artikel 36 van Protocol I iedere Verdragspartij bij dit protocol ertoe interne procedures te voorzien om bij de studie, ontwikkeling, aanschaf of invoering van een nieuw wapen, een nieuw middel of een nieuwe methode van oorlogvoering systematisch vast te stellen of het gebruik daarvan al dan niet verboden of beperkt is door het voor die Partij toepasselijke internationaal recht<sup>7</sup>.

Deze studie licht aan de hand van een analyse van enkele belangrijke elementen van artikel 36 van Protocol I de betekenis van de in dit artikel vervatte verplichting nader toe en beschrijft hoe België deze verplichting uitvoert.

## 2. ANALYSE VAN ARTIKEL 36 VAN PROTOCOL I

Om de betekenis van artikel 36 van Protocol I toe te lichten, is het noodzakelijk een aantal woorden uit dit artikel nader te bestuderen.

### a. “het gebruik”

Wat er volgens artikel 36 van Protocol I moet worden vastgesteld, is of het gebruik van een nieuw wapen, nieuw middel of nieuwe methode van oorlogvoering aan banden is gelegd, niet het bezit. Artikel 36 vraagt dus niet om de naleving van de verboden met betrekking tot het bezit van wapens voorzien in ontwapeningsverdragen na te gaan. Die precisering is van belang, want het kan bijvoorbeeld zijn dat een Staat verkiest om toch een zekere stock aan te leggen van wapens die normaal gezien niet mogen worden

---

<sup>6</sup> De auteur is adjunct-adviseur (jurist) bij het Ministerie van Landsverdediging, Algemene Directie Juridische Steun en Bemiddeling, Divisie Juridische Adviezen, Sectie Humanitair Recht en Strafrecht (JMLEGAD-Hum). Deze studie geeft niet noodzakelijk de visie van het Ministerie van Landsverdediging weer.

<sup>7</sup> Zie J. DE PREUX, Commentaire des Protocoles additionnels du 8 juin 1977 aux Conventions de Genève du 12 août 1949, Martinus Nijhoff, 1986, 427; cf. A. CASSESE, Means of Warfare: the present and the emerging law, RBDI, 1976, 158.

gebruikt (zoals bijvoorbeeld wapens die verwonden met niet-waarneembare deeltjes<sup>8</sup>), om in het kader van toegelaten represaillemaatregelen inbreuken van de vijand op het recht van de gewapende conflicten te doen stoppen.

Vervolgens is het van belang aan te stippen dat onder “het gebruik” het normale of verwachte gebruik moet worden verstaan. Een Staat is niet verplicht ieder mogelijk misbruik van een wapen te voorzien of te analyseren, aangezien bijna ieder wapen misbruikt kan worden op een manier die verboden zou zijn<sup>9</sup>.

b. “nieuw ... nieuw ... nieuwe”

Om onderworpen te zijn aan de verplichte juridische beoordeling moet het wapen, het middel of de methode van oorlogvoering niet noodzakelijk nieuw zijn in de technische zin. Het wapen, het middel of de methode moet daarentegen nieuw zijn in die zin dat het nog niet in gebruik is bij de Strijdkrachten<sup>10</sup>.

c. “wapen”

Het is duidelijk dat men het woord “wapen” in het kader van artikel 36 van Protocol I een brede interpretatie moet geven, in die zin dat ook wapensystemen, projectielen, munitie, kruit en explosieven als wapen in aanmerking komen.

Maar uit de voorbereidende werken van Protocol I blijkt tevens dat het woord “wapen” beperkend te interpreteren is, in die zin dat het moet gaan om een voorwerp dat ontworpen is om te dienen als wapen<sup>11</sup>. Het gaat dus bijvoorbeeld niet om de onbewapende leger jeep die door bepaalde opzettelijke en voorbedachte rijmanoeuvres van de chauffeur volgens het Belgisch strafrecht een moordwapen zou kunnen worden<sup>12</sup>.

d. “dit Protocol of door enige andere regel van het ... toepasselijk internationaal recht”

Artikel 36 van Protocol I vraagt een toetsing aan Protocol I en aan iedere andere toepasselijke regel van internationaal recht. Het gaat bijvoorbeeld om:

- Het verbod om wapens te gebruiken die overbodig letsel of onnodig leed veroorzaken<sup>13</sup>;
- Het verbod om methoden of middelen te gebruiken die bestemd zijn om omvangrijke, langdurige en ernstige schade aan het natuurlijk milieu toe te brengen<sup>14</sup>;
- Het verbod op niet-onderscheidende aanvallen<sup>15</sup>;

---

<sup>8</sup> Protocol inzake niet-waarneembare deeltjes (Protocol I) bij het Verdrag inzake het verbod of de beperking van het gebruik van bepaalde conventionele wapens die geacht kunnen worden buitensporig leed te veroorzaken of een niet-onderscheidende werking te hebben, gedaan te Genève op 10 oktober 1980.

<sup>9</sup> Actes XV, 277-278, CDDH/215/Rev.1, par.30-31.

<sup>10</sup> J. DE PREUX, o.c., 427.

<sup>11</sup> Actes XV, 277-278, CDDH/215/Rev.1, par 30-31.

<sup>12</sup> Artikel 135 van het Strafwetboek stelt: “Onder het woord wapens worden begrepen alle toestellen, werktuigen, gereedschappen of andere snijdende, stekende of kneuzende voorwerpen die men heeft ter hand genomen om te doden, te wonden of te slaan, zelfs indien men geen gebruik ervan gemaakt heeft”.

<sup>13</sup> Artikel 35.2 van Protocol I.

<sup>14</sup> Artikel 36.3 van Protocol I.

<sup>15</sup> Artikel 51.4 van Protocol I.

- Het verbod op het gebruik van chemische wapens<sup>16</sup>;
- Het verbod op het gebruik van wapens die verwonden met niet-waarneembare deeltjes<sup>17</sup>;
- De verboden en beperkingen op het gebruik van brandwapens<sup>18</sup>;

### 3. BELGISCHE UITVOERINGSMAATREGELEN

In de Memorie van Toelichting bij het bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers ingediende ontwerp van goedkeuringswet van Protocol I (en Protocol II) bij de Conventies van Genève, wordt artikel 36 van Protocol I als volgt toegelicht:

“Artikel 36, dat vereist dat men de verenigbaarheid zou bepalen van het gebruik van nieuwe wapens met het bestaande recht, volgt in werkelijkheid uit bestaande algemene beginselen. In België behoort deze taak tot de Minister van Landsverdediging<sup>19</sup>”.

Binnen het Ministerie van Landsverdediging behoort de bevoegdheid om juridische adviezen inzake internationaal recht te formuleren toe aan de algemene directie juridische steun en bemiddeling (DG JM)<sup>20</sup>. DG JM spreekt zich dan ook uit over de legaliteit van het gebruik van een bepaald wapen, een bepaald middel of een bepaalde methode van oorlogvoering, telkens wanneer hij daartoe een adviesaanvraag ontvangt van een Krijgsmachtautoriteit. Er werd in de geschiedenis van de Krijgsmacht echter nooit een interne reglementaire verplichting uitgeschreven om nieuwe wapens, nieuwe middelen en nieuwe methodes van oorlogvoering systematisch aan een juridische beoordeling te doen voorleggen.

Een en ander lijkt evenwel spoedig te gaan veranderen.

Einde 2000 namen experts van het Ministerie van Landsverdediging<sup>21</sup> deel aan het door het Internationaal Comité van het Rode Kruis (ICRK) georganiseerde “Expert Seminar on Legal Reviews of Weapons and the SIRUS Project” van 29 tot 31 januari 2001 in Jongny sur Vevey (Zwitserland). Op dit expertseminarie is het belang naar voren gekomen van interne reglementaire verplichtingen om nieuwe wapens, nieuwe middelen en nieuwe methodes van oorlogvoering op systematische wijze aan een juridische beoordeling te doen

<sup>16</sup> Artikel I.1.b van de Overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens, gedaan te Parijs op 13 januari 1993.

<sup>17</sup> Protocol inzake niet-waarneembare deeltjes (Protocol I) bij het Verdrag inzake het verbod of de beperking van het gebruik van bepaalde conventionele wapens die geacht kunnen worden buitensporig leed te veroorzaken of een niet-onderscheidende werking te hebben, gedaan te Genève op 10 oktober 1980.

<sup>18</sup> Protocol inzake het verbod of de beperking van het gebruik brandwapens (Protocol III) bij het Verdrag inzake het verbod of de beperking van het gebruik van bepaalde conventionele wapens die geacht kunnen worden buitensporig leed te veroorzaken of een niet-onderscheidende werking te hebben, gedaan te Genève op 10 oktober 1980.

<sup>19</sup> Wetsontwerp houdende goedkeuring van de volgende Internationale Akten: a) Aanvullend Protocol bij de Conventies van Genève van 12 augustus 1949 inzake de bescherming van de slachtoffers van internationale gewapende conflicten (Protocol I); b) Aanvullend Protocol bij de Conventies van Genève van 12 augustus 1949 inzake de bescherming van de slachtoffers van niet-internationale gewapende conflicten (Protocol II), Doc. Kamer, 1984-1985, nr 1096-1, 7.

<sup>20</sup> Artikel 32.1 van het Koninklijk Besluit van 21 december 2001 tot bepaling van de algemene structuur van het Ministerie van Landsverdediging en tot vastlegging van de bevoegdheden van bepaalde autoriteiten (B.S. 12 januari 2002).

<sup>21</sup> België vaardigde de auteur en twee militaire experts af voor het seminarie.

voorleggen, evenals het belang van een multidisciplinaire aanpak bij dergelijk juridisch beoordelingsproces.

Na afloop van het expertseminarie werd binnen het Ministerie van Landsverdediging een werkgroep opgericht (de Werkgroep Legal Review) die als taak heeft gekregen een “Commissie voor de Juridische Beoordeling van nieuwe wapens, nieuwe middelen en nieuwe methodes van oorlogvoering” uit te tekenen. Onder het voorzitterschap van de auteur is de werkgroep tot voorstellen gekomen die op het ogenblik van de redactie van deze studie spoedig voor goedkeuring aan de Chef Defensie zullen worden gestuurd. Na goedkeuring kan de commissie worden opgericht.

De voorstellen van de Werkgroep Legal Review (WLR) bevatten de volgende krachtlijnen:

1. De WLR stelt voor een multidisciplinaire commissie op te richten door middel van een Algemene Order, waarin ook de juridische beoordeling van nieuwe wapens en nieuwe middelen of methodes wordt verplicht<sup>22</sup>. Deze commissie zal de naam “Commissie voor de Juridische Beoordeling van nieuwe wapens en nieuwe middelen of methodes van oorlogvoering” dragen, afgekort “CJB”.
2. Samenstelling van de commissie:
  - a. zes permanente leden behorend tot het Ministerie van Landsverdediging, met name een jurist (Voorzitter) en een Secretaris die beide zijn aangeduid door DG JM, de militaire raadgever in het Recht van de Gewapend Conflicten van de Chef Defensie, de politiek-strategische wapenraadgever van de Chef Defensie, een technisch expert en een militair arts;
  - b. één of meer experts, die kunnen verschillen van dossier tot dossier.

De experts zijn in principe vertegenwoordigers van de dienst die verantwoordelijk is voor de uitwerking van een specifiek programma dat voor juridische beoordeling moet worden voorgelegd. De commissie zal ook andere experts (bijvoorbeeld ballistische experts) kunnen oproepen om voor een bepaald dossier deel uit te maken van de commissie.

Deze samenstelling garandeert de multidisciplinaire aanpak die nodig is om te komen tot een finaal juridisch advies. Niet alleen juridische, maar ook militaire, technische en medische expertise zullen immers in de commissie aanwezig zijn. Bovendien garandeert de aanwezigheid van experts die een specifiek programma uitwerken, voor ieder dossier een degelijke voorkennis.

3. Werking van commissie:

Telkens wanneer de Krijgsmacht een nieuw wapen, nieuw middel of nieuwe methode van oorlogvoering bestudeert, ontwikkelt of wenst aan te schaffen of in te voeren, moet dit wapen, dit middel of deze methode voor juridische beoordeling aan de commissie worden voorgelegd. Dit dient te gebeuren in een zo vroeg mogelijk stadium en steeds vóór aanschaffing of invoering, zoniet dreigt de juridische beoordeling zijn praktisch nut te verliezen.

---

<sup>22</sup> Cf. Algemene Order – J/825 betreffende de Commissie voor Bio-ethiek van de Krijgsmacht.

Hiertoe moet de verantwoordelijke voor de uitwerking van een dergelijk programma, bij nota of brief aan DG JM een uitdrukkelijk verzoek tot juridische beoordeling door de commissie in. Dit verzoek moet alle voor de juridische beoordeling eventueel nuttige referenties bevatten, alsook alle voor de juridische beoordeling eventueel nuttige informatie met betrekking tot het wapen, het middel of de methode (gedetailleerde beschrijving van het doel, de werking en de uitwerking, inclusief technische beschrijving, eventuele testresultaten, enz.). De verzoeker dient ook uitgebreid te motiveren welke de militaire noodzaak is voor het wapen, het middel of de methode en dit onder meer in vergelijking met de eventueel reeds binnen de Krijgsmacht gangbare wapens, middelen of methodes. Dit moet het voor de commissie mogelijk maken om bijvoorbeeld bij het nagaan of een bepaald wapen of bepaalde methode al dan niet overbodig letsel of onnodig leed veroorzaakt (verboden ingevolge artikel 35.2 van Protocol I) de effecten van dat wapen of die methode op een menselijk lichaam af te wegen tegen de militaire noodzaak voor dat wapen of die methode. Tenslotte moet de verzoeker de referentiegegevens vermelden van minimum één en maximum drie contactpersonen. De vermelde contactpersonen zullen expert zijn in de commissie.

De commissie kan niet geldig samenkomen zonder de helft van haar permanente leden, noch zonder haar Voorzitter. Een minimale aanwezigheid is dus gewaarborgd.

De commissie doet alle onderzoeken (met inbegrip van tests) die zij nodig acht om haar advies te kunnen geven. Daartoe kan zij zich laten bijstaan door bijkomende experts van binnen of buiten het departement.

De commissie beslist in principe steeds unaniem onder de aanwezige permanente leden. De WLR acht het niet opportuun beslissingsmacht toe te kennen aan de experts die een dienst vertegenwoordigen die een specifiek programma uitwerkt. In zekere zin kunnen zij immers gezien worden als “betrokken partij”. Alle experts moeten beschouwd worden als loutere adviseurs van de commissie.

Indien een unanieme beslissing niet mogelijk blijkt over één of meer punten, wordt in het verslag van de vergadering hiervan op omstandige wijze melding gemaakt.

Het uiteindelijke advies van de commissie met betrekking tot een dossier wordt door de Voorzitter voorgelegd aan DG JM die het advies aan de Chef Defensie stuurt. Als de commissie geen unaniem advies heeft kunnen geven, drukt DG JM zijn voorkeur onder de afwijkende meningen uit. Aangezien de bevoegdheid om juridische adviezen te formuleren bij koninklijk besluit is toegewezen aan DG JM, staat het DG JM vrij, bij het doorsturen van het advies van de commissie, in zijn begeleidende nota zijn visie te geven over het dossier. Het advies van de commissie, desgevallend becommentarieerd door DG JM, moet de Chef Defensie in de mogelijkheid stellen om de acties te ondernemen die het internationaal recht ter zake vereist.

Indien na de behandeling van het dossier door de commissie bijkomende relevante informatie bekend wordt, dient het wapen, het middel of de methode van oorlogvoering opnieuw aan een juridische beoordeling door de commissie te worden onderworpen volgens de hierboven beschreven procedure. Hetzelfde geldt indien na behandeling van het dossier door de commissie het beoordeelde wapen, het

beoordeelde middel of de beoordeelde methode van oorlogvoering relevante wijzigingen ondergaat voor aanschaf of invoering.

Indien daartoe aanleiding bestaat, kan DG JM een door de commissie afgehandeld dossier heropenen voor een nieuwe juridische beoordeling door de commissie. Een zekere souplesse is immers wenselijk.

Indien hij het nodig acht, kan DG JM de commissie vragen om een bepaald wapen, een bepaald middel of een bepaalde methode van oorlogvoering aan een juridische beoordeling te onderwerpen, zelfs wanneer dit wapen of middel, dan wel deze methode reeds in gebruik is bij de Krijgsmacht. Dit zal DG JM in staat stellen de in de commissie verenigde expertise in te schakelen voor een juridische beoordeling die niet verplicht is ingevolge artikel 36 van Protocol I.



# L'EXECUTION DE L'ARTICLE 36 DU PROTOCOLE I DANS LES AUTRES PAYS

Par le LtCol d'Avi Res J. Sprockeels

Lors d'un congrès d'experts militaires, légaux et médicaux sur l'évaluation juridique des armes qui s'est tenu à Jongny sur Vevey (Suisse), du 29 au 31 janvier 2001, plusieurs participants ont présenté le système mis en place dans leur pays. Vous trouverez ci-dessous un résumé des présentations de l'Australie, de la Norvège, de la Suède et des Etats-Unis.

## L'Australie

La procédure Australienne d'évaluation juridique des nouveaux systèmes d'armes (ou de modification à des systèmes d'armes existant) incombe exclusivement aux Forces Armées Australiennes et comprend les quatre étapes suivantes :

### 1. Identification des nouveaux moyens ou systèmes d'armes à acquérir ou à développer

Des représentants des autorités militaires australiennes et du Bureau Juridique de la Défense se réunissent régulièrement (au moins une fois par an) pour analyser et discuter toutes les propositions présentes et futures de modification ou d'augmentation du potentiel militaire. Il est essentiel que le Bureau Juridique de la Défense soit informé de toute proposition dans ce sens AVANT toute commande ou tout développement d'un nouveau système d'arme. En effet, toute nouvelle arme développée ou acquise doit, avant son introduction au sein des Forces Armées Australiennes, faire l'objet d'une évaluation juridique.

### 2. Recueil de l'information détaillée nécessaire à l'exécution de l'évaluation juridique

Les autorités militaires Australiennes sont dans l'obligation de fournir toute l'information détaillée et tout le matériel nécessaires à l'évaluation des systèmes d'armes par le Bureau Juridique de la Défense. Le Bureau Juridique de la Défense établit une liste de questions qui constitue la « demande d'informations » permettant l'estimation de la légalité du nouveau système d'arme. Cette liste de questions comprend entre autres les suivantes :

- a. Quels sont les buts recherchés par la nouvelle arme ?
- b. Quels sont les facteurs qui plaident pour l'introduction de la nouvelle arme ?
- c. Quel est le mécanisme qui donne à la nouvelle arme son pouvoir destructeur (effet de souffle, fragmentation, etc...) ?
- d. La nouvelle arme est-elle spécialement conçue pour causer des blessures au personnel ?
- e. Quelles blessures la nouvelle arme pourra-t-elle infliger à l'homme ?
- f. Quel type d'arme pourrait-il être capable d'atteindre les mêmes buts que ceux envisagés pour la nouvelle arme, si un tel type d'arme existe déjà?
- g. La nouvelle arme a-t-elle été adoptée par d'autres nations ou d'autres agences en Australie ou ailleurs et, si oui, par lesquelles ?
- h. Des données d'évaluation concernant la nouvelle arme sont-elles déjà disponibles auprès d'autres nations ou d'autres agences en Australie ou ailleurs ?

Les informations sur l'arme sont recueillies auprès du fournisseur, d'autres forces armées, d'experts ou de toute autre source d'information crédible.

### 3. Evaluation juridique proprement dite

Les juristes en charge de telles évaluations disposent de directives concernant la façon de procéder sur base des informations fournies par les Forces Armées Australiennes. Ces directives contiennent des critères légaux objectifs appropriés et des exemples d'évaluations antérieures ayant conclu qu'un système d'arme particulier était ou non conforme à la législation interdisant les armes qui sont de nature à causer des blessures superflues ou des souffrances inutiles.

L'évaluation juridique a lieu avant qu'un contrat d'achat ne soit signé. Une période supplémentaire d'essais pratiques peut dans certains cas être prévue. Durant cette période, le système d'arme peut être utilisé par les Forces Armées Australiennes sous certaines conditions.

L'avis juridique n'est pas contraignant, mais un résultat négatif de l'évaluation empêchera l'acquisition s'il n'y a pas d'opposition formelle aux conclusions juridiques. Il n'y a pas de procédure d'appel à proprement parlé, mais les Forces Armées peuvent solliciter un autre avis.

### 4. Conservation des résultats de l'évaluation

Le Bureau Juridique de la Défense conserve un rapport détaillé de tous les systèmes d'armes qui ont fait l'objet d'une évaluation, que le résultat de celle-ci soit positif ou négatif. Etant donné l'utilité potentielle d'évaluations antérieures pour d'éventuelles comparaisons futures, la conservation d'une telle information est essentielle.

## **LA NORVEGE**

La Norvège a ratifié le Protocole I aux Conventions de Genève en novembre 1981. En 1994, le Département de la Défense a émis une directive créant le Comité du Département de la Défense pour l'évaluation des aspects légaux liés à l'acquisition d'une nouvelle arme, d'un nouveau moyen ou d'une nouvelle méthode de guerre (ci-après dénommé "le Comité").

Le Comité était à l'origine censé adresser ses rapports directement au Département de la Défense. Néanmoins, le Chef de la Défense trouva inacceptable que les Forces Armées Norvégiennes choisissent les membres du Comité mais ne soient pas impliquées dans le processus lui-même. C'est pour cette raison qu'une nouvelle directive fut émise en octobre 1998. Ce document prévoyait que l'évaluation aurait lieu au sein des Forces Armées Norvégiennes et que les rapports seraient transmis au Ministre de la Défense via le Chef de la Défense. En conséquence, le Chef de la Défense a établi les statuts du Comité, par lesquels ce dernier doit faire rapport annuellement au Chef de la Défense qui fait à son tour rapport au Département de la Défense. Le Comité est opérationnel depuis le 1er janvier 1999.

Tous les membres du Comité font partie des Forces Armées : l'Institut Norvégien de Recherche de Défense (*Forsvarets Forskningsinstitutt*), le Commandement « Matériel » de l'Armée Norvégienne (*Haerens Forsyningskommando*), la Division Management des Ressources Logistiques (*Forsvaltningsstaben*) et le Collège Norvégien Supérieur de Défense (*Forsvarets Stabsskole*). La Présidence en est assurée par les services juridiques du Commandement de la Défense. Le Département de la Défense n'est pas représenté en tant que tel dans le Comité. Les institutions désignées décident qui les représentera dans le Comité.

En Norvège, le Département de la Défense approuve les acquisitions d'armes après avoir reçu un dossier d'acquisition établi par la section concernée des Forces Armées (en général, un des trois Commandements « Matériel »). En accord avec la « Directive sur l'évaluation prescrite par la législation internationale sur les moyens et méthodes de guerre », ce dossier doit contenir une information détaillée sur les évaluations juridiques effectuées.

En conséquence, le Comité a établi une liste de directives à l'usage des services et des individus qui sont chargés, au sein des Forces Armées, de l'acquisition de nouveaux armements ou du développement de doctrines militaires. Ces directives concernent les aspects légaux de l'évaluation des armes.

Le Département de la Défense peut de plus à tout moment demander une évaluation juridique au Chef de la Défense (généralement effectuée par le Comité).

Toutes les armes utilisées par les Forces Armées Norvégiennes doivent être évaluées, que ce soient des armes anti-personnel ou anti-matériel. Si nécessaire, et en particulier si la Norvège accepte de nouvelles responsabilités dans le cadre d'une nouvelle législation internationale, les armes, les moyens et les méthodes existants seront également soumis à une évaluation. Seuls les matériels pour lesquels une évaluation juridique serait clairement superflue en sont exemptés-Le Président du Comité cite comme exemples des changements mineurs aux balles traçantes 7,62 mm ou des moyens de communication.

D'éventuels problèmes d'interopérabilité dans le cadre de coopération avec les forces armées d'autres Etats ayant d'autres engagements légaux que la Norvège (y compris les opérations de maintien de la paix) doivent éventuellement être détectés et les conséquences en seront évaluées.

L'évaluation juridique est effectuée le plus tôt possible dans le processus d'acquisition d'une arme ou d'un système ou dans le processus d'adoption d'une méthode ou d'une doctrine.

Toutes les informations disponibles sont fournies au Comité par le service demandeur. S'il l'estime nécessaire, le Comité peut également faire appel à des experts indépendants, même en dehors des Forces Armées Norvégiennes.

## **LA SUEDE**

La "Swedish Delegation for International Law Monitoring of Arms Projects" (ci-après dénommée "la Délégation") a été créée en 1974 déjà, c'est-à-dire trois ans avant l'entrée en vigueur du Premier Protocole Additionnel aux Conventions de Genève. C'est à la suite de la guerre du Vietnam que cette décision a été prise. La Suède avait en effet formulé de nombreuses critiques au sujet de l'emploi de certaines armes par les belligérants et désirait en conséquence s'assurer que les armes et méthodes de guerre utilisées par les Forces Armées Suédoises ne violaient en aucune façon ses obligations internationales.

C'est le Gouvernement qui élit les membres de la Délégation. Celle-ci se compose de spécialistes de la législation internationale et nationale, d'experts militaires et médicaux et d'experts en technologie de l'armement.

La Délégation est un organisme indépendant qui ne fait partie ni du Gouvernement, ni des Forces Armées. Elle prend ses décisions par consensus et sous sa propre responsabilité. La Présidence et le Secrétariat sont actuellement assurés par des représentants du Ministère de la Défense. Elle se réunit au minimum trois à quatre fois par an.

Les Forces Armées, l'Administration du Matériel Militaire (Försvarets materielverk) et l'Institut de Recherches des Forces Armées (Försvarets forskningsanstalt) sont dans l'obligation d'aviser la Délégation de tout projet d'acquisition d'une nouvelle arme à effet principalement antipersonnel. Selon le Président de la Délégation, le terme "principalement" doit être interprété dans un sens large et toute arme dont la légalité pourrait être mise en question doit faire l'objet d'une évaluation juridique. De plus, la Délégation a le pouvoir de soumettre de sa propre initiative toute arme qu'elle souhaite à une évaluation.

La Délégation évalue toutes les armes en usage en Suède, donc non seulement celles utilisées par les Forces Armées, mais également par la police et par les garde-côtes. Par contre, elle ne contrôle pas les armes exclusivement destinées à l'exportation sans être utilisées en Suède. C'est à l'Inspection Nationale des Produits et Matériels Stratégiques de contrôler les contrats d'exportation.

La Délégation n'a pas le pouvoir d'arrêter la production d'une arme mais peut cependant faire part au Gouvernement de tout commentaire qu'elle pourrait avoir sur sa légalité.

Il est évident que la Délégation effectue également une évaluation juridique des armes achetées à l'étranger. La majorité des armes utilisées en Suède sont cependant fabriquées dans le pays, ce qui permet déjà d'effectuer une évaluation juridique au stade de la fabrication.

C'est l'organisme qui désire acquérir une arme qui fournit les informations nécessaires pour l'évaluation. Si la Délégation désire des informations complémentaires, elle peut les demander à cet organisme, à toute autre institution de l'Etat ou à des experts indépendants ou même étrangers.

Bien que la Délégation ne collabore pas de façon formelle avec les organismes similaires à l'étranger, une coopération est toujours possible si cela s'avère nécessaire.

Comme tous les services publics en Suède, la Délégation est soumise à la Loi sur la Liberté de la Presse et à ses dispositions concernant la publicité des documents. Tous les documents de la Délégation sont enregistrés et la liste en est ouverte au public. Aucune question n'a cependant été posée jusqu'à présent.

Toutes les décisions de la Délégation peuvent faire l'objet d'un appel devant le Gouvernement.

## **LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE**

Bien que les Etats-Unis n'aient pas encore ratifié le Protocole Additionnel I aux Conventions de Genève et ne soient de ce fait pas liés par l'obligation d'évaluation juridique des nouvelles armes, le Département américain de la Défense a mis en place, en 1974 déjà, un programme de contrôle légal des armements. C'était une conséquence, là aussi, de la guerre du Vietnam. Le Département de la Défense fut en effet amené à revoir la façon dont l'Etat remplissait ses obligations découlant du Droit des Conflits Armés. Une directive sur l'évaluation juridique des armes fut donc diffusée. Ce document fut simultanément mis en vigueur par des instructions séparées issues des trois départements militaires: l'Armée, la Marine et la Force Aérienne. Plus tard, en 1996, les exigences d'évaluation juridique des armes furent intégrées dans le "Defence Department's acquisition regulation".

Les évaluations juridiques sont exclusivement conduites au sein du Département de la Défense.

Si plusieurs départements militaires sont concernés par l'acquisition d'une arme, le département utilisateur principal effectuera l'évaluation, qui sera par la suite coordonnée avec les autres départements concernés. C'est le "Judge Advocate General" du département qui est responsable des évaluations.

Si une arme est susceptible de soulever d'importantes questions juridiques, l'évaluation sera coordonnée entre les bureaux des "Judge Advocates General" des différents départements militaires, le Département de la Défense et, si nécessaire, le bureau du conseiller juridique du Département d'Etat.

Certains experts (médicaux, environnementaux, techniques ou autres) peuvent être consultés pour obtenir les informations nécessaires. Dans certains cas, des informations complémentaires peuvent être exigées du fabricant en ce qui concerne les effets, les buts ou les performances et les caractéristiques techniques de l'arme. Des tests peuvent enfin être ordonnés pour répondre à des questions spécifiques.

Selon le Département de la Défense et les bureaux des "Judge Advocates General" des différents départements militaires, les prescriptions du Droit des Conflits Armés en matière d'évaluation juridique doivent faire partie intégrante des procédures d'acquisition. Les fabricants et fournisseurs d'armes doivent en outre être informés de la procédure d'évaluation en vigueur.

Aux Etats-Unis, toutes les armes, munitions et systèmes d'armes destinés à être utilisés lors de conflits armés doivent faire l'objet d'une évaluation juridique. La système d'acquisition d'armes du Département de la Défense contient, à certaines étapes, des points de contrôle: au stade de la recherche, du développement, des tests et de l'évaluation finale avant conclusion du contrat. L'évaluation juridique a lieu le plus tôt possible, ou si des changements significatifs ont été apportés à l'arme, ou encore pour toute autre motif, si cela s'avère nécessaire.

L'évaluation juridique de toute technologie nouvelle pouvant être employée dans le développement d'armes ou de systèmes d'armes est également fortement "encouragée".

Ainsi, aucune acquisition d'armes ne peut avoir lieu sans une évaluation juridique complète. Cette évaluation juridique peut avoir pour conséquence qu'un achat soit stoppé, ou même qu'un article soit retiré de l'inventaire existant. Si les informations concernant une arme sont jugées insuffisantes, l'achat peut également être retardé.

Il n'existe actuellement pas de procédure formelle d'appel. Cependant, le gestionnaire d'un programme peut demander un nouveau contrôle sur base d'informations nouvelles ou complémentaires ou suite à des changements concernant les points controversés.

Toutes les évaluations juridiques sont enregistrées. La grande majorité d'entre elles (celles qui ne sont pas classifiées) sont accessibles au public, comme le prévoit la loi sur la liberté de la presse.



# EEN VOORBEELD VAN EEN NIEUWE GEVECHTSMETHODE HET BOMBARDEREN VANOP 15.000 VOET

Door LtKol v/h Vlw (R) J. Sprockeels

## I. Art. 36 P.I en NIEUWE METHODEN.

Het thema van deze studiedag luidt:

"De inachtneming van de verplichtingen van het Recht der Gewapende Conflicten bij het **verwerven** van nieuwe **gevechtsmethodes** en van nieuwe **gevechtmiddelen** bij de Belgische Strijdkrachten".

Dit thema kadert dus binnenin Titel III "Methoden en Middelen van Oorlogvoering", artikel 36 van het Aanvullend Protocol I bij de Geneefse Conventies van 1949:..." bij de studie, de ontwikkeling, de verwerving of de ingebruikneming van een nieuw wapen, nieuwe middelen of een **nieuwe methode** van oorlogvoering heeft elke verdragsluitende Hoge Partij de verplichting om te **bepalen** of het **gebruik** ervan zou **verboden** zijn, in bepaalde of in alle **omstandigheden**, door de beschikkingen van het huidig Protocol, of door welkdanige andere regel van het internationaal recht, van toepassing voor deze Hoge Verdragsluitende Partij"

Door de ratificatie van de Aanvullende Protocollen door België geldt deze bepaling onder **art. 36 P.I** als **wet** en dient ze door de Belgische (militaire) autoriteiten **gerespecteerd** te worden.

Daar waar **art. 36** spreekt over het vaststellen van nieuwe **wapens en middelen** door de Belgische Krijgsmacht is het minder moeilijk om goede referentie-gegevens te vinden om te bepalen of ze al dan niet verboden en/of toegelaten zijn: denken we maar aan de talloze verdragen m.b.t.

- bacteriologische, chemische en toxische wapens...
- brandwapens....
- laserwapens....
- anti-persoonsmijnen enz....

Er bestaat dus een hele inventaris van wapentuigen die NIET mogen gebruikt worden.

Onafgezien van elke bijzondere regeling mag een NIEUW WAPEN niet gebruikt worden indien het "overbodig lijden" teweeg brengt, "effecten zonder onderscheid veroorzaakt" of - naar de "MARTENS"-clausule - "de principes van de menselijkheid" en/of de "vereisten van het publiek geweten" schendt.

Er zijn nogal wat para-meters voor handen om te bepalen of een NIEUW soort wapen-tuig al dan niet kan....."bestudeerd, ontwikkeld, verworven of in gebruik genomen worden...." (art. 36 P.I)

Men kan deze para-meters technisch en objectief zelfs concreet definiëren in een lastenboek....

Maar artikel 36 PI spreekt ook over "nieuwe GEVECHTSMETHODES"....

Zeer zeker, het arsenaal van verdragen en gewoonten m.b.t. het recht van de Gewapende Conflicten voorziet een heel gamma van beperkingen of verboden m.b.t. zekere gevechtsmethodes:

- perfidie / kwartier weigeren / représailles e.d.
- het miskennen van het principe "militaire noodzaak"...
- het miskennen van de proportionaliteitsregel....
- het miskennen van de onderscheidregel.....

Onafgezien van elke bijzondere regeling mag - naar analogie met "wapen - tuig" - een NIEUWE GEVECHTSMETHODE niet aangewend worden indien deze "overbodig lijden" teweeg brengt, "effecten zonder onderscheid veroorzaakt" of weer à la MARTENS....." de principes van de menselijkheid" en/of de "vereisten van het publiek geweten" schendt.

Hoe dan ook, bij het ontwikkelen en/of toepassen van NIEUWE GEVECHTSMETHODES blijven de BASISPRINCIPES van het R.G.C. (Oorlogsrecht) onverkort gelden.

- MILITAIRE NOODZAKELIJKHEID (enig legitiem doel is het verzwakken van de tegenstander)
- HUMANITEIT (verbiedt middelen/methodes die onnodig lijden veroorzaken).
- ONDERSCHEID (geweld exclusief militaire noodwendigheden).
- PROPORTIONALITEIT (balans militaire noodzaak/humaniteit).

Met al deze gegevens dient dan ook rekening te worden gehouden bij het bepalen van gevechtsmethodes in planning, operatieorders en inzetregels (ROE)!

## **II. ZERO CASUALTIES POLICY.**

En nu van de theorie naar de praktijk.

Mijn opdrachtgevers vroegen me immers een toelichting te geven over de GEVECHTSMETHODIEK "BOMBARDEREN OP 15000 VOET".....

Ongetwijfeld heeft de thematiek omtrent deze GEVECHTSMETHODE voeding gekregen door de NATO-luchtaanvallen op Klein-Yougoslavië in 1999 en door de recentere bombardementsaanvallen in AFGHANISTAN.

De gevechts - METHODIEK "BOMBARDEREN OP 15000 VOET" vloeit zeer zeker voort uit de door de NATO nagestreefde beleids optie: A ZERO-CASUALTIES POLICY!

Enkele factoren die aan die optie ten grondslag liggen?

- Vele staten hebben minder grondstrijdkrachten om te ontplooien omdat, in de nadagen van de Koude Oorlog, zeker in het Westen het gevoel voor rechtstreekse bedreiging is verminderd; daardoor werd beperking van de Defensiebudgetten en opschorting van legerdienst politiek haalbaar.
- De publieke opinie - en dus ook de politieke wereld - in het Westen is zeer terughoudend om massaal troepen te zenden naar het buitenlands theater wanneer het risico zou bestaan op grote verliezen.



- Evenmin duldt de publieke opinie - geactiveerd door de media - dat overmatige verliezen worden aangericht aan burgerbevolking en/of burgerinfrastructuur, wat heet "collateral damage"
- De publieke opinie (ergo de politieke...) wil snel en krachtadig ingrijpen, met afloop op korte termijn.
- Het luchtwapen is snel, flexibel en heeft grote vuurkracht; bovendien heeft het de capaciteit om "precies" de beoogde doelwitten te bestoken, dank zij gesofistikeerde elektronische middelen.
- De publieke opinie - de belastingsbetaler - moet dan wel weten dat precisiewapens - en methodes in deze context een bijzondere humanitaire waarde hebben maar... daartegenover staat ook hun financieel prijskaartje....

Ook een luchtstrijdwapen dient voortdurend **nieuwe gevechtsmethodes** te bestuderen, te ontwikkelen, te verwerven en toe te passen.... dat alles binnen de norm van art. 36 P. I....

- Wat is de tactiek (gevechtsmethode) "bombarderen op 15000 voet"?
- Is het bombarderen op 15.000 voet een "NIEUWE"(?) GEVECHTSMETHODE bij AIR TO GROUND WAR?
- Hoe dan ook, is deze gevechtsmethode in bepaalde of in alle omstandigheden door het R.G.C. verboden?

Het antwoord op de eerste vraag - wat is de tactiek? - is vrij evident:

Boven de 15000 voet opereert een bombardementsvliegtuig met relatief **verminderd risico** voor vijandelijk **afweergeschut**.

**Grotere hoogte** biedt ook wat **meer tijd** voor de piloot die sowieso rekening moet houden met heel wat **factoren** als: weercondities - snelheid - bewapening ("smart" weapons - "dumb" weapons) - range - hoogte ("RISK" versus "ACCURACY") - bedreiging - vuurconcentratie - en reactiesnelheid, dat alles geconditioneerd door ervarings-trainingsniveau.

Bij bombarderen boven de 15000 voet - of hoger - is het **VOORAL NIET EVIDENT** dat een piloot zijn doel bestookt met het zgn. "NAKED EYE"!

Maar hoeft "het blote oog" wel, zoals vereist door de critici van de bombardementsmethodiek "boven 15000 voet"?

PRECISIE ! is immers de basisvereiste.

Refereren we eens naar de BAF en de crisis met SERVIE in 1999.

De BAF opereerde in het Balkan-theater met 12 F-16's, paraat gehouden met een detachement van zowat 200 man.

Voor het bombarderen boven de 15000 voet gebruikte men Precision Guided Munition (PGM) type "Maverick" voor kleinere doelen. Zoals u weet functioneert dit wapen op een "fire and forget"- basis, dank zij een infraroodtechnologie.

Ook werden "laser-aangepaste" Guided Bomb Units MK82 (GBU 12 - 500 pond) en MK 84 (GBU 10 - 2000 pond) bommen gebruikt. Mits lasergeleiding is ook dat wapen bijzonder trefzeker.

Dergelijke systemen zijn door hun gesofisticeerde technologie zodanig trefzeker - ook vanaf grote hoogte - dat de methodiek "bombarderen op 15000 voet" aanvaardbaar is, gelet op het zeer beperkte risico voor collateral damage, dankzij de gepreciseerde vuurcapaciteit.

Trouwens, zelfs bombarderen vanaf grote hoogte met zgn. "dumb bombs" of "gravity bombs" (General Purpose) kan met relatieve trefzekerheid .....en blijft aanvaardbaar als gevechtsmethodiek, voor zover de legitieme doelwitten groot genoeg zijn en voldoende geïsoleerd liggen om collateral damage te vermijden.

Denken we bijvoorbeeld aan bepaalde "TALIBAN-targets" (van militair belang) in de Afghaanse woesternij....

By the way, de BAF is thans haar cluster bommen (BL 755) aan het demilitariseren.

Bepaalde luchtmachten beschikken thans over GPS- geleide wapens (Joint Direct Attack Munitions) met grote accuraatheid.

### III. Is bombarderen op 15000 voet een "nieuwe" gevechtsmethode?

De geschiedenis van de luchtoorlog leert ons dat bombarderen op grote hoogte - om veiligheidsredenen voor de aanvallers - zeker niet nieuw is.

De geschiedenis leert echter ook dat dergelijke aanvallen weinig DISCRIMINATOIR waren.

Misschien is wel "NIEUW" ... de zorg die besteed wordt aan het verzoenen van **gepreciseerde trefkracht** om collateral damage te vermijden en het streven naar een ZERO CASUALTY bij AIR tot GROUND WARFARE.

Interessant blijkt hier ook het aspect "TARGETTING" te zijn, m.a.w. het aanvallen en bestoken van LEGITIEME DOELWITTEN.

De keuze van deze doelwitten en het soort van geweld om deze doelwitten te neutraliseren - "targetting" - kadert uiteraard ook binnen de norm van art; 36 P.I maar vormt een thema op zichzelf dat trouwens voor dit forum al werd behandeld.

Denken we maar aan de problematiek van doelen met militair én civiel gebruik - elektronische mediasystemen - en het gebruik van neutraliserende grafietprojectielen als "gevechtsmethodiek".

Is het "plagen" van de burgerbevolking door bvb. de communicatie-infrastructuur te bestoken wel een toelaatbare gevechtsmethode" als we bvb. art. 51 § 2 P I - "geweld of bedreiging met geweld met het oogmerk ANGST/TERREUR te zaaien bij de burgerbevolking" - en art. 54 P.I. - "bescherming van levensnoodzakelijke goederen voor de burgerbevolking"- consulteren?

Maar keren we terug naar het eigenlijk thema met de vraag.

#### IV. "Is bombarderen vanop 15.000 voet verboden, want tegen het R.G.C.?"

Of: "is het binnen het R.G.C. aanvaardbaar dat, om de levens van militairen (piloten) te vrijwaren een gevechtsmethode - bombarderen boven 15000 voet - wordt toegepast als daardoor de kans vergroot op collaterale schade voor de burgers?"

Kolonel Remacle vertelde ons hier voor hetzelfde forum, eind 1999, dat eminente juristen deze gevechtsmethodiek tegenstrijdig achtten met art. 51/4c van Prot. I.

Dat artikel handelt over niet-discriminatoire aanvallen en meer bepaald "aanvallen waarbij gebruik gemaakt wordt van strijdmethodes waarvan de gevolgen niet kunnen worden beperkt.... en die van aard zijn om zonder onderscheid militaire objectieven én burgers en/of goederen van burgerlijke aard te treffen" Dergelijke aanvallen zijn dus VERBODEN!

Bovendien kan men zich de vraag stellen of door het bombarderen boven 15000 voet geen inbreuk wordt gepleegd tegen art. 57, § 2, letter a, iii dat stipuleert dat in voorkomend geval van deze aanvalsmethodiek kan verwacht worden dat er "bijkomend verlies van mensenlevens onder de burgerbevolking, verwonding van burgers, schade aan goederen van burgerlijke aard of de combinatie daarvan zal veroorzaakt worden, in een mate welke BUITENSPORIG zou zijn in verhouding tot het te verwachten tastbare en directe MILITAIRE VOORDEEL."...

M.a.w. levert de "zero casualties" optie via het bombarderen op grote hoogte - wat sommigen (onterecht) als roekeloos beschouwen - geen

"militair voordeel" op ("zero casualty"), buiten verhouding tot de collaterale schade?

Het gaat hier dus duidelijk om het PROPORTIONALITEITSBEGINSEL. Het resultaat van de afweging tussen collaterale schade en het beoogde militaire voordeel kan haast niet anders dan subjectief zijn en voor meerdere interpretaties vatbaar.

Of de inbreuk op deze verbodsbepalingen gecatalogeerd wordt bij de ERNSTIGE INBREUKEN, zoals vermeld in art. 85 P I dat verwijst naar het proportionaliteitsbeginsel en het onderscheidsprincipe, blijft een open vraag.

Niettemin zegt art. 86 P I dat de autoriteiten immer de plicht hebben " inbreuken te doen ophouden".

Penalisten zeggen bovendien .... "het is een universeel strafrechtsprincipe dat het veilig stellen van het eigen leven ten koste van de levens van onbetrokken burgers niet toelaatbaar is."

Zoals u weet heeft de Staat Klein Yougoslavië inzake ALLIED FORCE een aantal feiten aangeklaagd bij het ICTY, het International Crime Tribunal for Yougoslavia.

Deze klachten werden stuk voor stuk onderzocht en de weerslag ervan vindt men in het zogenaamde FENRICK-onderzoeksrapport. (final report to the Prosecutor by the Committee established to review the NATO bombing campaign against the FRY-june 2000).

In dat rapport wordt de vraag beantwoordt als volgt: (rubriek 56)

"het is niet verboden te vliegen BOVEN de hoogte die kan bereikt worden door vijandelijk luchtafweer".

Hoe dan ook, NATO-bevelvoerders hebben de plicht de nodige **informatie** te vergaren en maatregelen te treffen om ONDERSCHIED te maken tussen "militaire doelwitten en burgers en/of burgerlijke goederen".

Een piloot moet zeker zijn dat zijn oorlogszending LEGITIEM is ...(cfr. art. 85 P I aanvallen op burgerbevolking "grave beach"?).

Het "15000-voet"-principe, aanvaard voor een deel van de luchtcampagne, zou kunnen als consequentie gehad hebben dat het **legitiem militair doel** NIET kan geverifieerd worden met het blote oog van de aanvaller.

Het gebruik echter van de MODERNE GESOFISTICEERDE Vliegapparaatuur en dito Wapenarsenaal was dusdanig technisch EFFECTIEF dat de verplichting tot ONDERSCHIED correct kon worden nageleefd.

Enkele cijfers?     - **38.400 sorties...**  
                          - **10.500 strike sorties...**  
                          - **23.614 air munitions launched..35% smart!**  
                          - **500 civilian casualties? - "20" collateral damage!?**  
                          - **41% aanvallen "gecancelled" (weer, targets mixed,....)**

Maar bombarderen op 15000 voet vereist **waarborgen**:

- goede info / int over 't **doel**?  
  "militair" doel (legitiem)?  
  "mobiel/statisch?
- welke **wapens** voor dat doel?  
  precisie PGM? GBU? JDAM?  
  general purpose GP DUMB BOMB?
- welke **ROE**?  
  15.000 voet?  
  visueel? instrumenten? twijfel?  
  andere?  
  "superior orders" - strafmatigend (excl. "manifestly unlawful)
- welke **boordapparatuur**?  
  (vliegen, navigeren, waarnemen...)
- welk **trainings- ervaringsniveau** bemanningen?

A contrario wordt zelfs beweerd dat, mochten de NAVO-vliegtuigen zich LAGER dan 15000 voet hebben blootgesteld aan vijandelijke luchtafweer, met de intentie nog preciezer te bombarderen, een gecrasht toestel met "fuel en ammo" veel meer risico op collateral damage zou meebrengen!

De gevechtsmethodiek "bombarderen op 15000 voet" vindt trouwens ook verdedigers bij dezen die beweren dat een GRONDOORLOG hoe dan ook meer én complexere risico's

meebrengt voor een burgerbevolking dan gepreciseerde luchtaanvallen. Deze bewering kadert uiteraard in het DICRIMINATIEBEGINSEL (art. 51,5 P I "arbitraire aanvallen").

U heeft het gemerkt, we hebben de problematiek "bombarderen op 15000 voet" benaderd met de algemene parameters van het R.G.C., zoals vervat in het Aanvullend Protocol I en/of het gewoonterecht....

## V. In SYNTHESE.....

- art. 36 PI bepalen of er **verboden** zijn voor "**nieuwe**"! gevechtsmethode.
- is "bomb 15000 voet" **nieuwe** gevechtsmethode?
- als "15000 voet" nieuwe methode is, al dan niet verboden door RGC?
- het probleem is NIET de "targetting" as such.
- het probleem is wel:
  - a) NIET-DISCRIMINATOIRE" aanvallen, als gevolg van het zichzelf veilig stellen op grote hoogte; dat wordt verboden door art; 51/4C Prot I. met het oog op vermijding van zgn. "collateral damage".
  - b) het "militaire voordeel" (zero casualty) mag niet buiten **VERHOUDING** zijn tot de "collateral damage" die het gevolg zou zijn van de methodiek 15000 voet"; dat wordt verboden door art. 57, § 2&, iii.
- de oplossing is: DISCRIMINATOIR én PROPORCIONEEL bombarderen boven 15000 voet dank zij:
  - INFO/INT targets.
  - precisie apparatuur met smart weapons
  - omvang/ligging der doelen met dumb weaponsAls deze criteria gewaarborgd worden kan de "nieuwe gevechtsmethode "bomb 15000" voet in zake art; 36 P I gecatalogeerd worden als NIET VERBODEN!

## VI. Is er dan geen specifieke "toolkit voor air-warfare?

Nauwelijks !

Er bestaat wel een ontwerp-conventie uit 1923 die enkele regels over "bombarderen" bevat:

- counter-city (terror rising)... . . . . . verboden!
- enforcing requisitions..... . . . . . verboden!
- military objectives/advantage....legitimate!

Ironisch genoeg bestaat er ook nog een "League of Nations Resolution", gebaseerd op Lord Chamberlains ideeën uit 1938.

- direct air-attack against civilian population is unlawful
- targets for air bombardment must be legitimate, identifiable military objects.
- care must be taken in attacking military objectives to avoid bombing of civilian population in the neighborhood.
- Quid als we denken aan "Bomber Harris", the Dambusters, Dresden, Würzburg.....

## **VII. Conclusie**

Het is onweerlegbaar dat zeker het LUCHTWAPEN onderhevig is aan snelle evolutie in de techniciteit, de methodiek en de tactiek van haar inzet.

Deze evolutie moet stelselmatig getoetst worden aan de vereisten van art. 36 P.I, zowel voor wat betreft de middelen als de methodes.

We hebben bovendien vastgesteld dat er geen specifieke conventie is voor de luchtoorlog, nochtans de meest decisieve factor in de recentste gewapende conflicten.

Zou het niet zinvol zijn precieze definities tot stand te brengen over bvb.

- "militair" luchtvaartuig?
- doctrine m.b.t. bvb. "targetting"?
- bommen en/of "smart bombs",
- missiles?
- onbemande tuigen en/of kruisraketten?
- bestokingsmethodes (methodes of release)...?

dat alles om besluitvorming m.b.t. de aanwending van het Luchtwapen in gewapende conflicten te vergemakkelijken....

Inzet van het Luchtwapen betekent ook "targetting".... en dat aspect heeft dan weer connotatie met het basisaspect "militaire noodzaak".

De recente luchtwapenoperaties hebben ook aangetoond dat er een gradatie is m.b.t. die "militaire noodzaak", al naargelang het gaan om campagnes om humanitaire redenen - "INTERVENTIONAL CONFLICT" - waar militaire noodzaak restrictiever dient te worden toegepast dan in het geval van een internationaal en/of een intern conflict, zoals voorzien door de Additionele Protocollen.

Sommigen dromen terzake al van een Protocol III.

The sky is the limit, but not unlimited!

Artikel 36 P.I moet de aanzet blijven voor elke politieke en militaire besluitvormer om bij de ontwikkeling van wapensystemen en methodes het RGC te blijven respecteren. Niet in het minst in het belang van de ultieme uitvoerder....in casu de Piloot. Hem moet de zekerheid verschaft worden - en hij moet erop kunnen vertrouwen! - dat zijn OPDRACHT, DOEL, TAKTIEK en BEWAPENING, kortom zijn GEVECHTSMETHODES LEGITIEM zijn....

Maar dat geldt voor eenieder die op een gegeven moment "de trekker" moet hanteren, dus beslissen over leven of dood.

Dus voor elke militair.

Ik dank u.

# EEN JURIDISCHE BEOORDELING VAN DE 12.7mm MULTIPURPOSE MUNITIE

Door Dhr. Alfons Vanheusden<sup>23</sup>

## I. INLEIDING

De legaliteit van de 12.7mm Multipurpose munitie wordt reeds enige jaren door het Internationaal Comité van het Rode Kruis (ICRK) in vraag gesteld. Nochtans gebruiken heel wat strijdkrachten deze munitie<sup>24</sup>.

Deze studie gaat na in welke mate de hierboven aangestipte bezorgdheid van het ICRK gegrond is. Daartoe zal het eerst nodig zijn kort enkele technische kenmerken van de 12.7mm Multipurpose munitie te bespreken (tweede hoofdstuk). Het derde hoofdstuk zal de bezorgdheid van het ICRK toelichten en in het vierde hoofdstuk zal worden ingegaan op de vraag of het gebruik van de 12.7mm Multipurpose munitie tegen de vijand al dan niet in strijd is met het internationaal humanitair recht. Het laatste hoofdstuk formuleert de besluiten van deze studie.

## II. BESCHRIJVING EN DOEL VAN DE MUNITIE

De 12.7mm Multipurpose munitie is een pantserdoorborende explosieve brandstichtende munitie (Armour Piercing Explosive-Incendiary – APEI) voor cal. .50 mitrailleur (dus zware mitrailleur) en cal. .50 scherpschuttergeweren zoals de Barrett M82A1. De munitie is in de eerste plaats ontworpen om tot op 1500 meters welbepaalde materiële doelwitten uit te schakelen, zoals helikopters, lichte fortificaties of lichtgepantserde voertuigen. Niettemin blijkt uit de documentatie van de fabrikant dat de 12.7mm Multipurpose munitie een munitie voor dubbelgebruik (anti-materieel en anti-personeel, vandaar “Multipurpose”) is, maar voornamelijk bedoeld voor anti-materiële doeleinden. De munitie blijkt zeer geschikt te zijn voor anti-personeel gebruik tegen sluipschutters die zich schuilhouden in gebouwen. Het zal dan niet zozeer de bedoeling zijn deze schutter rechtstreeks te treffen met het projectiel, maar wel hem uit te schakelen met het secundaire effect van de munitie, namelijk fragmentatie bij impact op de omgeving. Het is tevens een munitie die als zonewapen kan worden ingezet tegen personeel en die meer dan één persoon per projectiel kan treffen door zijn explosief effect bij contact met de omgeving van die personen.

De 12.7mm Multipurpose munitie beschikt in vergelijking met de gangbare pantserdoorborende (al dan niet brandstichtende) munitie (Armour Piercing (Incendiary) – AP(I)) over een drastisch verbeterde penetratie en een optimale fragmentatie binnen het getroffen materieel. De gangbare AP, API en hoogexplosieve (al dan niet brandstichtende) (High-Explosive(-Incendiary) – HE(I)) projectielen maken gebruik van een supersnelle mechanische ontsteker. Dergelijke projectielen exploderen gewoonlijk 0,03 à 0,05 milliseconden na impact en leveren 100 à 200 kleine fragmenten af in een hoek van 80 à 160 graden. Bij impact op de vandaag gangbare voertuigen en vliegtuigen, met een pantser

---

<sup>23</sup> De auteur is adjunct-adviseur (jurist) bij het Ministerie van Landsverdediging, Algemene Directie Juridische Steun en Bemiddeling, Divisie Juridische Adviezen, Sectie Humanitair Recht en Strafrecht (JMLEGAD-Hum). Deze studie geeft niet noodzakelijk de visie van het Ministerie van Landsverdediging weer.

<sup>24</sup> Voorbeeld: de strijdkrachten van de Verenigde Staten gebruikten deze munitie tijdens de tweede Golfoorlog.

van 1,5 à 2 centimeters of meer, zullen dergelijke projectielen vanaf een afstand van 500 meters geen penetratie kunnen garanderen die betekenisvolle schade aanricht aan het doelwit. Veel schadeverwekkende energie gaat verloren buiten het doelwit. De 12.7mm Multipurpose munitie is echter zo ontworpen dat zij bij impact op de vandaag gangbare voertuigen en vliegtuigen dankzij een vertraagde deflagratie (pas op 0,2 à 0,3 milliseconden na impact) op 20 à 40 centimeters in het doelwit meer dan 20 grote fragmenten kan afleveren in een hoek van 15 à 30 graden. De 12.7mm Multipurpose munitie ontploft niet na impact, maar deflagreert<sup>25</sup>. Dit alles maakt de 12.7mm Multipurpose munitie veel geschikter om het beoogde materieel uit te schakelen dan de klassieke AP en API munitie. Het resultaat van de 12.7mm Multipurpose munitie komt overeen met dat van een 20mm kanon, maar de kost is veel lager.

### III. BEZORGDEHEID VAN HET ICRK

Naar aanleiding van het zien van een reclamevideotape van de fabrikant, voerde het ICRK op 24 en 25 augustus 1998 een aantal tests uit in Thun (Zwitserland) met de 12.7mm Multipurpose munitie. De munitie werd 9 maal afgevuurd op een blok van gelatinezeep en “ontplofte” volgens het ICRK 5 maal in die blok. Het ICRK leidde uit deze tests af dat het projectiel van aard is in het menselijk lichaam te exploderen.

Het ICRK organiseerde vervolgens een vergadering in Genève van 29 tot 30 maart 1999 met officiële vertegenwoordigers en industriële vertegenwoordigers<sup>26</sup> van de vier fabricerende landen (Noorwegen, de Verenigde Staten, Zwitserland en België). Op die vergadering werd de methodologie die gebruikt werd bij de (eenzijdige) tests in Thun zwaar bekritiseerd door wapenexperts. Er werd overeengekomen nieuwe tests uit te voeren in Thun op 9 en 10 september 1999, volgens door iedereen aanvaarde criteria.

De nieuwe tests leverden de volgende resultaten op<sup>27</sup>:

- 9 schoten werden afgevuurd met munitie uit loten van 1989, 1991 en 1994 op blokken van glycerinezeep (van 35 x 35 x 50 centimeters, gesteund door een tweede zeepblok) vanop 100 meters maar waarbij de projectielen werden afgeremd tot snelheden vergelijkbaar met die van schoten vanop 500 meters. Van de 5 projectielen van 1989 deflagreerden er 2 in het eerste blok. De 4 projectielen van 1991 deflagreerden allemaal in het eerste blok. De 4 projectielen van 1994 deflagreerden niet in het eerste blok.
- 2 schoten werden afgevuurd met munitie uit loten van 1989 en 1991 op blokken van glycerinezeep (van 35 x 35 x 50 centimeters, gesteund door een tweede zeepblok) vanop 100 meters (geen afremming). Beide projectielen deflagreerden in het eerste blok.
- 1 schot werd afgevuurd met munitie van 1991 op een blok van ballistische gelatine (van 25 x 25 x 40 centimeters) vanop 100 meters maar waarbij het projectiel werd afgeremd tot een snelheid vergelijkbaar met die van een schot vanop 500 meters. Het projectiel deflagreerde niet.

---

<sup>25</sup> “Deflagreren” wil zeggen “snel explosief verbranden”.

<sup>26</sup> Met inbegrip van de ontwerper van het Multipurpose concept.

<sup>27</sup> Zie ook het document van het ICRK “12.7 mm Multipurpose Ammunition – Summary of the Thun Testing (9/10.09.1999) and comments by the ICRC”.



- 1 schot werd afgevuurd met munitie van 1991 op een blok van ballistische gelatine (van 25 x 25 x 40 centimeters) vanop 100 meters (geen afremming). Het projectiel deflagreerde niet.
- Daar waar deflagratie zich voordeed bij de schoten vanop de gesimuleerde afstand van 500 meters, was dat uitzonderlijk laat, namelijk 30 à 40 centimeters na impact.

Het ICRK becommentarieerde deze vaststelling als volgt:

“If the moment of ignition (i.e. initiation of late deflagration) is within the first 50 cm it could nevertheless cause larger wounds within the human body compared to those bullets which do not deflagrate at all. Furthermore there is no precedent in international humanitarian law for introducing performance at different ranges into the legal evaluation of a weapon. It is also dangerous to do so because of the uncertainty which thereby is introduced and because of the unrealistic expectation that these minimum ranges will be respected world-wide ... Their use in time of armed conflict would contravene the object and purpose of the St. Petersburg Declaration”<sup>28</sup>.

In het derde Voorbereidende Comité (Preparatory Committee – PrepCom) voor de Tweede Herzieningsconferentie<sup>29</sup> van de Staten die Partij zijn bij het Verdrag inzake het verbod of de beperking van het gebruik van bepaalde conventionele wapens die geacht kunnen worden buitensporig leed te veroorzaken of een niet-onderscheidende werking te hebben<sup>30</sup>, verklaarde de heer François Bugnion<sup>31</sup> van het ICRK het volgende:

“... the ICRC will be submitting later this week a report on the need to ensure respect for the customary law norm contained in the 1868 St. Petersburg Declaration prohibiting the use of explosive projectiles under 400 grams which explode within the human body. Our concern is based upon the availability in parallel of certain 12.7mm sniper rifles capable of firing such bullets at combatants. We are convinced that the existence and proliferation of the 12.7mm “multipurpose” bullets described in the report will over time undermine the object and purpose of the 1868 St. Petersburg Declaration. The ICRC report calls on all States to undertake a rigorous review of their arsenals to ensure that such bullets are not produced, used or transferred. It calls on any State producing such bullets to suspend their production and export until they have been adapted to eliminate any risk that the bullets will explode within the human body. We would invite the Review Conference to take note of this report in its final declaration and to urge States to review their stocks of 12.7mm ammunition in light of its recommendations”.

Tijdens de derde PrepCom heeft het ICRK inderdaad het vermelde rapport neergelegd<sup>32</sup>. Dit rapport omschrijft in extenso de bezorgdheid van het ICRK. Deze kan worden samengevat in de vaststelling dat de 12.7mm Multipurpose munitie soms deflagreert in

<sup>28</sup> Verklaring houdende verbod tot het gebruik van enkele projectielen in oorlogstijd, ondertekend te Sint-Petersburg op 29 november/11 december 1868. De Verklaring bevat het volgende verbod: « Les parties contractantes s’engagent à renoncer mutuellement, en cas de guerre entre elles, à l’emploi, par leurs troupes de terre ou de mer, de tout projectile d’un poids inférieur à 400 grammes qui serait ou explosible ou chargé de matières fulminantes ou inflammable ».

<sup>29</sup> Van 11 tot 21 december 2001 in Genève.

<sup>30</sup> Gedaan te Genève op 10 oktober 1980.

<sup>31</sup> Director for International Law and Communication, ICRC.

<sup>32</sup> Report of the ICRC on "Ensuring respect for the 1868 St. Petersburg Declaration prohibiting the use of certain explosive projectiles".

substanties die lijken op een menselijk lichaam en dat het gebruik van deze munitie dus het verbod vervat in de Verklaring van St.- Petersburg ondermijnt, evenals de algemene gewoonterechtelijke regel die wapens verbiedt die overbodig letsel of onnodig lijden veroorzaken.

Op de Tweede Herzieningsconferentie zelf legde de Voorzitter van het ICRK, de heer M. Jakob Kellenberger volgende verklaring af:

“At the Third Meeting of the Preparatory Committee in September 2001, the ICRC highlighted the need to ensure respect for the 1868 St. Petersburg Declaration. The ICRC is deeply concerned about the proliferation of 12.7mm "multipurpose" bullets which, through repeated testing, have been shown to frequently explode within internationally recognised human tissue simulants. The ICRC believes that the proliferation of these bullets will undermine the St. Petersburg Declaration as well as the prohibition of the use of weapons which cause unnecessary suffering - a norm which is at the very heart of the UN Convention on Certain Conventional Weapons. The ICRC report submitted to the September Preparatory Committee requests States to ensure that such bullets are not produced, used or transferred. In view of the importance of this issue, the ICRC asks that the Final Declaration of this Review Conference take note of the ICRC report and encourage States to review their stocks of explosive 12.7 mm ammunition in light of its contents and recommendations. The ICRC believes that such steps will prevent the weakening of fundamental norms of international humanitarian law”.

De Eindverklaring van de Tweede Herzieningsconferentie luidt ter zake als volgt:

“The Conference notes the report of the ICRC on "Ensuring respect for the 1868 St. Petersburg Declaration prohibiting the use of certain explosive projectiles" which highlights the threat to this norm caused by the production and proliferation of certain explosive "multipurpose" bullets. It invites States to consider this report and other relevant information and take appropriate national action in response to the issues raised”.

Staten worden dus uitgenodigd om bij de studie van de problematiek het rapport van het ICRK, maar ook andere informatie in ogenschouw te nemen.

#### **IV. JURIDISCHE BEOORDELING**

##### **1. Brandwapens**

Vooraleer in te gaan op de juridische bezwaren van het ICRK, dient men volledigheidshalve na te gaan of de 12.7mm Multipurpose munitie als “pantserdoorborende explosieve brandstichtende munitie” niet valt onder de categorie van de brandwapens.

Protocol III bij het Verdrag inzake het verbod of de beperking van het gebruik van bepaalde conventionele wapens die al te zware verwondingen voortbrengen of die treffen zonder onderscheid, beperkt het gebruik van brandwapens. Artikel 1, paragraaf 1 (b)(ii) van Protocol III sluit van haar toepassingsgebied de munitie uit die ontworpen is om een penetrerende, explosieve of fragmenterende uitwerking te combineren met als bijkomend effect het doen ontstaan van brand, zoals bepantsering doorborende projectielen, fragmentatiegranaten, explosieve bommen en soortgelijke munitie met

gecombineerde uitwerking, waarin het brandveroorzakende effect niet specifiek is bedoeld om personen brandwonden toe te brengen, maar om te worden gebruikt tegen militaire doelen, zoals pantserwagens, luchtvaartuigen en installaties of logistieke voorzieningen. De API en APEI munitie is dus niet onderworpen aan de verboden en beperkingen van Protocol III.

## 2. De Verklaring van St.- Petersburg

De Verklaring van St.- Petersburg van 1868 bevat een verbod op het gebruik van projectielen beneden de 400 grammen die ontplofbaar zijn of geladen zijn met ontplofbare of ontvlambare stoffen:

*« Les parties contractantes s'engagent à renoncer mutuellement, en cas de guerre entre elles, à l'emploi, par leurs troupes de terre ou de mer, de tout projectile d'un poids inférieur à 400 grammes qui serait ou explosible ou chargé de matières fulminantes ou inflammable ».*

De Verklaring van St.- Petersburg bevestigt in haar overwegend gedeelte de gewoonterechtelijke regel die het gebruik van wapens, projectielen en materieel verbiedt die van aard zijn overbodig letsel te veroorzaken:

*« Que ce but [l'affaiblissement des forces militaires de l'ennemi] serait dépassé par l'emploi d'armes qui aggraveraient inutilement les souffrances des hommes mis hors de combat ou rendraient leur mort inévitable ».*

Niettegenstaande deze herinnering in het overwegende gedeelte, stelt de Verklaring niet dat projectielen beneden de 400 grammen die ontplofbaar zijn of geladen zijn met ontplofbare of ontvlambare stoffen overbodig letsel veroorzaken. Dit is logisch, aangezien de Verklaring is opgevat als een wapenbeheersingsverdrag. Alles wijst er op dat het expliciete verbod op het gebruik van projectielen beneden de 400 grammen die ontplofbaar zijn of geladen zijn met ontplofbare of ontvlambare stoffen, niet geïnterpreteerd moet worden als een voorbeeld van het in het overwegende gedeelte geformuleerde verbod op het gebruik van wapens, projectielen en materieel die van aard zijn overbodig letsel te veroorzaken<sup>33</sup>.

In het omgekeerde geval zou het gebruik van projectielen beneden de 400 grammen die ontplofbaar zijn of geladen zijn met ontplofbare of ontvlambare stoffen verboden verklaard moeten zijn in alle internationale gewapende conflicten, dit wil zeggen ook die met niet-partijen bij de Verklaring.

Artikel 13.e van de Verklaring van Brussel van 27 augustus 1874 nopens de wetten en gebruiken van de oorlog heeft het over “l'emploi d'armes, de projectiles ou de matières propres à causer des maux superflus *ainsi que* l'usage des projectiles prohibés par la Déclaration de St.- Pétersbourg de 1868”. Ook hier wordt dus een onderscheid gemaakt tussen enerzijds wapens, projectielen en materieel die van aard zijn overbodig

---

<sup>33</sup> Waarmee de auteur niet wil zeggen dat het gebruik van een projectiel beneden de 400 grammen dat ontplofbaar is of geladen is met ontplofbare of ontvlambare stoffen, nooit zou kunnen vallen onder het verbod op het gebruik van wapens, projectielen en materieel die van aard zijn overbodig letsel te veroorzaken, integendeel (zie verder).

letsel te veroorzaken en anderzijds projectielen beneden de 400 grammen die ontplofbaar zijn of geladen zijn met ontplofbare of ontvlambare stoffen.

Het algemeen geformuleerde verbod op ontplofbare of ontvlambare munitie beneden 400 grammen blijkt volgens de praktijk van de Staten te moeten worden geïnterpreteerd<sup>34</sup> als enkel betrekking hebbende op anti-personele munitie die maximaal één persoon kan uitschakelen per projectiel. Dr. S. OETER komt tot een gelijkaardige conclusie: *“This prohibition is now only of limited importance since it is reduced by customary law to the use of explosive and incendiary projectiles of a weight significantly lower than 400 grammes which can disable only the individual directly concerned but not any other persons. 20mm high-explosive grenades and projectiles of a similar calibre are not prohibited”*.<sup>35</sup>

De 12.7mm Multipurpose munitie valt dus niet onder het expliciete verbod van de Verklaring van St.- Petersburg. Het resultaat van deze munitie komt overeen met dit van het alom legaal geachte 20mm kanon. Zoals hierboven reeds gezegd, betreft het een munitie die als zonewapen kan worden ingezet tegen personeel en die meer dan één persoon per projectiel kan treffen door zijn explosief effect bij contact met de omgeving van die personen.

### 3. Het verbod op het gebruik van wapens, projectielen en materieel die van aard zijn overbodig letsel te veroorzaken

Deze gewonterechtelijke regel, die in de Verklaring van St.- Petersburg werd bevestigd, is ook terug te vinden in artikel 23.e van het Reglement betreffende de wetten en de gebruiken van de oorlog te land<sup>36</sup>. Artikel 23.e verbiedt “wapens, projectielen of stoffen te bezigen, die nodeloze smarten kunnen veroorzaken”.

Een zelfde verbod is vervat in artikel 35.2 van Protocol I bij de Conventies van Genève van 1949. Dit artikel verbiedt het gebruik van wapens, projectielen en materieel en methodes van oorlogvoering die van aard zijn overbodig letsel of onnodig lijden te veroorzaken.

Het staat vast dat munitie (ook munitie voor dubbelgebruik) die ontworpen is om te exploderen of deflagreren in een menselijk lichaam, verboden is onder de gewonterechtelijke regel die het gebruik van wapens, projectielen en materieel verbiedt die van aard zijn overbodig letsel te veroorzaken. Er bestaat geen militaire noodzaak voor dergelijke projectielen.

De 12.7mm Multipurpose munitie is niet ontworpen om te exploderen of deflagreren in een menselijk lichaam.

---

<sup>34</sup> Het Verdrag van Wenen inzake het verdragenrecht tussen Staten en internationale organisaties of tussen internationale organisaties bepaalt in artikel 31 immers onder meer dat men bij de interpretatie van verdragen ook rekening dient te houden met ieder later gebruik in de toepassing van het verdrag waardoor overeenstemming van de partijen inzake de uitlegging van het verdrag is ontstaan. De wijze waarop de verdragspartijen het akkoord hebben uitgevoerd is wanneer die hun gemeenschappelijke wil aantoonde inderdaad van groot belang bij de interpretatie.

<sup>35</sup> S. OETER in “The Handbook of Humanitarian Law in Armed Conflict”, ed. D. FLECK, 1995, 121.

<sup>36</sup> Bijlage bij het Verdrag van Den Haag van 18 oktober 1907 nopens de wetten en de gebruiken van de oorlog te land.

De vraag stelt zich thans of een projectiel dat niet ontworpen is om te exploderen of deflagreren in een menselijk lichaam, verboden is indien het bij gebruik tegen personeel door explosie of deflagratie in een menselijk lichaam een ernstiger letsel of lijden kan veroorzaken dan een niet-explosief of niet-ontvlambaar projectiel door impact op deze persoon zou hebben veroorzaakt.

Bij het juridisch beoordelen van een wapen dient men steeds de militaire noodzaak af te wegen tegen de effecten op een menselijk lichaam. Op een expertmeeting over “Legal Reviews of Weapons and the SIRS Project” in Jongny sur Vevey (Zwitserland) van 29 tot 31 January 2001 hebben ook vertegenwoordigers van het ICRK benadrukt dat “information on health effects would always need to be weighed against military necessity in legal reviews”<sup>37</sup>.

Indien er een militaire noodzaak bestaat voor een bepaald type ontplofbaar en/of ontvlambaar projectiel, dan zal het letsel of het lijden dat aan een persoon wordt aangedaan door het gebruik van dit wapen, tegen die militaire noodzaak worden afgewogen om te bepalen of dit projectiel al dan niet overbodig letsel of onnodig lijden veroorzaakt. Een projectiel zal slechts overbodig letsel of onnodig lijden veroorzaken wanneer het veroorzaakte letsel of lijden manifest buiten verhouding staat tot het behaalde militaire voordeel. Die afweging moet men niet maken op geïsoleerde wijze, maar in vergelijking met de bestaande gangbare en legale wapens van het moderne slagveld.

Over heel de wereld en reeds decennia lang is pantserdoorborende al dan niet brandstichtende en eventueel explosieve anti-materiële munitie gangbaar. Er kan geen officieel protest worden teruggevonden met betrekking tot het gebruik van deze munitie tegen materieel, noch met betrekking tot occasioneel, ja zelfs intentioneel gebruik tegen personeel<sup>38</sup>. De militaire noodzaak van pantserdoorborende al dan niet brandstichtende en eventueel explosieve anti-materiële munitie blijkt dan ook door de internationale gemeenschap te zijn aanvaard, evenals het feit dat personeel in open veld bij gelegenheid intentioneel onder vuur kan worden genomen met dergelijke projectielen. De kans dat het projectiel ontploft of deflagreert in een menselijk lichaam is groter bij de meeste van de aanvaarde voorgangers van de 12.7mm Multipurpose munitie, dan bij de 12.7mm Multipurpose munitie zelf. De 12.7mm Multipurpose munitie werkt immers vertraagd.

Deze vaststelling leidt tot de conclusie dat de 12.7mm Multipurpose munitie geen wapen is dat van aard is overbodig letsel of onnodig lijden te veroorzaken. De munitie is dus legaal voor het gebruik tegen zowel materieel als personeel.

## V. BESLUITEN

Het normale of te verwachten gebruik van de 12.7mm Multipurpose munitie is niet in strijd met het internationaal recht.

Net als bij ieder ander gebruik van deze munitie, dient bij intentioneel gebruik van de 12.7mm Multipurpose munitie tegen geïsoleerd personeel in open terrein steeds het Recht

---

<sup>37</sup> Zie rapport van de expertmeeting.

<sup>38</sup> Zoals voor spervuur, voor langeafstandsgevechten of vanuit vliegtuigen.

van de Gewapende Conflicten te worden nageleefd. Onder meer het principe van de militaire noodzakelijkheid is daarbij van groot belang. Dit principe stelt dat de combattant het geweld mag gebruiken dat noodzakelijk is om de vijand zo snel mogelijk en met de minste kost aan personeel, materieel en geld uit te schakelen, zonder daarbij inbreuk te plegen op alle andere verboden en beperkingen van het Recht van de Gewapende Conflicten. Niet-noodzakelijk geweld is sowieso excessief en verboden. Deze bedenking doet echter niets af aan de principiële legaliteit van het gebruik van de 12.7mm Multipurpose munitie. Een Staat is immers niet verplicht alle mogelijke misbruiken van een wapen te voorzien of te analyseren, aangezien bijna ieder wapen misbruikt kan worden op manieren die verboden zouden zijn<sup>39</sup>.

De démarches van het ICRK zouden met betrekking tot de 12.7mm Multipurpose munitie uiteraard kunnen leiden tot restrictievere engagementen van bepaalde Staten.

---

<sup>39</sup> Voorbereidende werkzaamheden van Protocol I bij de Conventies van Genève van 1949, O.R. XV, 269, CDDH/215/Rev.1, para's 30-31.

# **L'ARTICLE 36 DU PROTOCOLE I ET LES NOUVELLES TECHNOLOGIES**

## **Prévenir de futures tragédies humanitaires**

Par M. Dominique Loye

(Unité Mines-Armes, Division juridique, CICR Genève)

En introduction nous considérons qu'il est important de souligner que la mise en oeuvre de l'article 36 n'est pas uniquement une obligation juridique qui incombe aux Etats parties au Protocole I, mais qu'elle a comme but ultime de prévenir - entre autres - des souffrances inutiles ou des maux superflus que des nouvelles armes ou méthodes de guerre pourraient infliger à des combattants et d'éviter les effets indiscriminés que des nouvelles armes, nouveaux moyens et des nouvelles méthodes de guerre pourraient produire. La motivation primaire pour mettre en oeuvre de façon effective l'article 36 est donc humanitaire, c'est-à-dire d'empêcher de futures tragédies humanitaires telles que causées par les armes chimiques ou par les mines antipersonnel ou qui auraient pu se produire avec les armes à laser qui aveuglent. En ce début de XXIème siècle l'homme doit être conscient que l'extraordinaire développement technologique, qui a bien entendu aussi des applications pour le secteur de l'armement, en particulier dans le domaine de la biotechnologie, mais aussi de l'électromagnétique ou de l'acoustique, peut être source de grands bénéfices pour toute l'humanité, mais aussi source de plusieurs dangers s'il est mal géré. L'adoption de mesures nationales concernant l'article 36 ainsi que leur mise en oeuvre effective sont donc des mécanismes, parmi d'autres, de responsable gestion de ces avancées technologiques.

### **I. Aspects importants concernant la mise en oeuvre de l'article 36**

Nous joignons à ce texte en annexe une fiche préparée par les Services consultatifs en droit international humanitaire du CICR qui résume les différents points devant être pris en considération lors de la mise en oeuvre de l'article 36 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949. Dans le présent exposé nous nous contenterons de souligner certains aspects qui - à nos yeux - relèvent d'une importance particulière.

Il convient ainsi de mentionner le caractère obligatoire de l'évaluation qui doit être effectuée par tous les Etats parties au Protocole I et la nécessité de développer au plan national des mesures et mécanismes administratifs ou réglementaires. Or, malgré l'existence de cette obligation, de nombreux efforts doivent encore être entrepris à cet égard, puisque sur 159 Etats parties au Protocole I moins d'une dizaine ont mis sur pied des mesures et mécanismes qui leur permettent de mettre en oeuvre au niveau national l'article 36 et ainsi de s'acquitter de leurs obligations. Néanmoins, il est encourageant que depuis le séminaire d'experts gouvernementaux organisé par le CICR à Jongny en janvier 2001 sur le sujet de l'examen de la légalité des armes et du Projet SIrUS un nombre croissant de pays, dont la Belgique, ont commencé des travaux à cette fin.

Ensuite il est important de souligner que la mise en oeuvre de l'article 36 ne s'applique non seulement aux nouvelles armes, mais également aux nouveaux moyens et surtout aux nouvelles méthodes de guerre. Ainsi lorsqu'une nouvelle munition a été évaluée et considérée licite, il se peut qu'une nouvelle évaluation devienne nécessaire si par exemple cette munition est utilisée dans un nouveau fusil et que de ce fait elle puisse être engagée

de manière différente, c'est-à-dire contre des cibles différentes. Il s'agirait alors d'un nouveau moyen, voire d'une nouvelle méthode de guerre.

Lors de l'établissement d'un comité d'évaluation il nous paraît souhaitable que ce comité soit composé de représentants de différents ministères afin de s'assurer que tous les aspects et avis qui mènent à une décision finale soient dûment pris en compte. Bien entendu un ministère spécifique se chargera de présider les réunions, tranchera en cas de besoin et veillera à la mise en oeuvre des décisions finales. C'est dans le même ordre d'idées que s'inscrit l'approche multidisciplinaire. Il est en effet absolument nécessaire que les différentes questions liées à l'évaluation d'une nouvelle arme, d'un nouveau moyen ou d'une nouvelle méthode de guerre ne soient non seulement abordées d'un point de vue juridique, mais incluent une expertise technique, militaire, médical, environnemental, etc. Seule l'inclusion d'experts provenant de différents domaines peut garantir cette approche multidisciplinaire.

Il est recommandé que les examens de légalité soient effectués à un stade le plus précoce possible, soit déjà pendant la phase d'étude d'une éventuelle nouvelle arme ou d'une nouvelle méthode de guerre. Ceci permettra d'éviter par la suite des frais inutiles, voire même des problèmes politiques embarrassants.

Lors de la mise en place de commissions et de procédures d'évaluation la question de la transparence, c'est-à-dire l'accès aux documents de base, aux rapports techniques, médicaux et militaires d'évaluation, aux prises de décision, etc., se posera inévitablement. Bien qu'il soit tentant d'invoquer des raisons de sécurité et de défense nationale pour limiter la transparence des examens de légalité, il est recommandable et bénéfique à long terme, certainement d'un point de vue politique et humanitaire, de donner accès au plan national de la manière la moins restrictive possible. Au niveau international, dans un monde de l'armement de plus en plus globalisé, il nous semble qu'il serait aussi bénéfique pour la mise en oeuvre à long terme efficace de l'article 36 que les Etats puissent de manière volontaire échanger entre eux, voire avec le CICR des informations à ce sujet. Nous sommes tout à fait conscients que nous nous trouvons au début d'un processus, mais rien n'empêche déjà maintenant de soulever ces questions et de partager les différents points de vue qui peuvent exister à ce sujet.

Bien que l'exportation ne soit pas mentionnée explicitement dans l'article 36 et que le Commentaire du Protocole I indique à ce sujet que "*[l'article 36] (...) ne semble pas obliger [les pays producteurs] à prohiber la vente et l'exportation d'armes dont l'évaluation aurait révélé des contradictions par rapport aux règles en vigueur dans leur propre pays ou dans le pays acheteur*", il nous paraît aujourd'hui inconcevable de ne pas considérer les armes destinées à l'exportation. A cet égard, il est utile et nécessaire de rappeler l'article 1 du Protocole I qui est aussi commun aux quatre Conventions de Genève et qui demande aux "*Hautes Parties contractantes de s'engager à respecter et à faire respecter le présent Protocole en toutes circonstances*". Comment peut-on s'assurer une mise en oeuvre effective au plan international du droit international humanitaires si - en quelque sorte - on permet l'exportation d'armes qui violeraient certaines dispositions de ce même droit?



## II. Récents efforts et futures activités par rapport à une meilleure mise en oeuvre de l'article 36

Lors de la XXVIIe Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui s'est tenue à Genève du 31 octobre au 6 novembre 1999, les Etats ainsi que toutes les composantes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont adopté dans le cadre d'une résolution un plan d'action pour les quatre années à venir, dans le but de mieux aider et protéger les victimes des conflits armés et des catastrophes et, de façon plus générale, les personnes les plus vulnérables. Ainsi les Etats "*qui ne l'ont pas encore fait sont encouragés à établir des mécanismes et des procédures pour déterminer si l'utilisation d'armes, qu'il s'agisse de celles qu'ils ont dans leurs arsenaux ou de celles qui sont en cours d'acquisition ou de mise au point, serait conforme aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire. Les États sont encouragés à promouvoir, chaque fois que possible, l'échange d'informations et la transparence en ce qui concerne ces mécanismes, procédures et évaluations.*" Il est également dit que "*les États et le CICR peuvent engager des consultations pour promouvoir ces mécanismes*".

Faisant suite à cette décision de la XXVIIe Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le CICR a organisé une réunion d'experts gouvernementaux en janvier 2002 à laquelle 60 experts provenant de divers pays (Afrique du Sud, Allemagne, Autriche, Australie, Belgique, Canada, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Fédération de Russie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Irlande, Israël, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse) et de milieux juridiques, militaires et médicaux ont participé. Des représentants du CICR ainsi que des Croix-Rouges danoise, norvégienne et australienne étaient également présents. Cette réunion a permis d'examiner les mesures susceptibles de favoriser une meilleure promotion et mise en oeuvre de l'article 36 du Protocole additionnel I et la possibilité d'intégrer certaines considérations d'ordre médical (par exemple, les effets sur la santé de certaines armes) dans le processus de détermination de la légalité des armes. Son ordre du jour comprenait, d'une part, la présentation par certains Etats (Suède, Etats-Unis, Norvège, Allemagne) des mécanismes nationaux mis en place afin de déterminer la légalité des armes. L'opportunité de favoriser une plus grande transparence dans le cadre de la détermination de la légalité des armes a également été discutée.

Récemment les Etats ont adopté dans le cadre de la Déclaration finale de la deuxième Conférence d'examen de la Convention de 1980 sur certaines armes classiques un paragraphe au sujet de la mise en oeuvre des obligations contenues dans l'article 36: "*The High Contracting Parties (...) solemnly declare (...) their determination to urge States which do not already do so, to conduct reviews such as that provided for in Article 36 of Protocol I additional to the 1949 Geneva Conventions, to determine whether any weapon, means or methods of warfare would be prohibited by international humanitarian law or other rules of international law applicable to them*". A noter que cet appel s'adresse à tous les Etats qu'ils soient ou non parties au Protocole I additionnel aux Conventions de Genève.

Le CICR récolte actuellement des informations sur les procédures nationales qui existent dans différents pays et cherche à établir une liste de points de contact nationaux. Les expériences déjà faites par certains Etats devraient permettre à ceux qui souhaitent adopter des mesures relatives à ce sujet de mettre sur pied rapidement et de manière efficace des procédures administratives et juridiques.

Au cours de l'année 2002, le CICR envisage de développer des lignes directrices plus spécifiques afin de faciliter la mise en oeuvre effective de l'article 36 dans les différents pays. Du fait que ces lignes directrices touchent à des domaines dans lesquels le CICR a peu d'expertise, différents experts gouvernementaux seront consultés afin de bénéficier de leurs expériences et conseils.

Ces lignes directrices se baseront sur les éléments contenus dans l'article 36 et dans les procédures nationales existantes. Elles pourront mentionner entre autres les points suivants:

- différents traités et règles qui doivent être pris en considération;
- raisons et facteurs qui sont invoqués pour développer une nouvelle arme, un nouveau moyen ou une nouvelle méthode de guerre;
- évaluation de la nécessité militaire;
- évaluation de la capacité et du mécanisme de blesser et/ou de tuer;
- l'arme blesse-t-elle/ tue-t-elle par force explosive ou par projectile ou bien par d'autres mécanismes?
- évaluation du type de blessures attendu;
- comparaison de la nécessité militaire versus les blessures/souffrances engendrées par l'arme en question;
- quelles sont les conséquences d'une éventuelle prolifération de l'arme en question pour le respect du droit international humanitaire ?

Comme indiqué, ces lignes directrices sont encore au stade de projet et seront finalisées avec l'assistance d'experts gouvernementaux.

### **III. Exemples de nouvelles armes ou technologies qui méritent un examen approfondi dans le cadre des procédures prévues par l'article 36**

#### **III.1 Armes à laser qui éblouissent temporairement ("*dazzlers*")**

Dans le cadre de l'intérêt croissant pour les armes "non-létales" différentes sources publiques mentionnent le développement d'armes à laser qui seraient capables d'éblouir temporairement une personne. Relatif à l'article 36, ce développement suscite différentes questions, voire préoccupations de notre part:

- Est-ce que l'on a analysé les différents effets, et ceci dans les différentes circonstances d'utilisation attendue, qu'une telle arme peut produire?
- Est-ce que des tests ont été effectués en variant les distances d'engagement et dans des conditions atmosphériques variées? Selon nos connaissances, différents paramètres tels que distance, taux d'humidité, types d'aérosols dans l'air, luminosité (jour/nuit) influencent le niveau d'énergie qui atteindra l'oeil humain. De plus, la différence entre le niveau d'énergie qui aveuglera une personne définitivement et le niveau d'énergie qui éblouira "seulement" temporairement une personne est extrêmement minime. Ainsi une légère variation des paramètres atmosphériques pourra provoquer, selon la distance, un aveuglement ou un éblouissement. Ceci implique aussi qu'une arme à laser construite pour éblouir temporairement pourra, selon les conditions atmosphériques, éblouir une personne se trouvant à 50 mètres, alors que cette même personne perdrait sa capacité visuelle si elle se trouvait à 30 mètres!

- Ces effets, somme tout aléatoires, des armes à laser qui éblouissent temporairement nous semblent également en contradiction avec les exigences de précaution que les Etats parties au Protocole IV de la Convention de 1980 sur certaines armes classiques doivent prendre conformément à l'article 2 de ce protocole: "*Dans l'emploi des systèmes à laser [légitimes], les Hautes Parties contractantes prennent toutes les précautions réalisables pour éviter les cas de cécité permanente chez des personnes dont la vision est non améliorée*".

### **III.2 Bombes à explosif gazeux ("*Fuel-Air Explosives*")**

S'agissant d'une arme qui agit par force explosive, le mécanisme de base de cette arme qui blesse ou tue des combattants est connu. Cependant, au vu de la puissance de destruction importante de cette arme plusieurs questions surgissent, en particulier si l'on considère la possibilité de développer des bombes à explosif gazeux encore plus puissantes:

- Est-ce que l'on connaît la répartition du nombre de morts et de blessés en se basant sur les différentes situations d'usage normal qui est escompté. Est-ce que l'on a analysé la puissance destructrice des bombes en la comparant à la nécessité militaire et en prenant en compte également les différentes situation d'usage normal escompté? Peut-on arriver à des conclusions générales ou doit-on élaborer des règles d'engagement restrictives de cette munition du fait de sa puissance considérable de destruction?
- Connaît-on les effets sur l'être humain en cas de mauvais fonctionnement de ces bombes à explosif gazeux?
- Est-ce que l'on a pris en considération que l'augmentation de la puissance destructrice d'une telle bombe doit être justifiée par une nécessité militaire accrue et qu'elle va de pair avec l'augmentation du potentiel d'effets indiscriminés? Cette constatation pourrait également déboucher sur des règles d'engagement restrictives.
- Finalement, l'examen de la légalité des bombes à explosifs gazeux peut soulever la question suivante : Pour une bombe conventionnelle existe-t-il ou devrait-il exister une limite supérieure de puissance destructrice?

### **III.3 Balles à usages multiples de calibre 12,7 mm ("*12.7 mm MP round*")**

D'emblée il convient de rappeler que le droit international humanitaire interdit l'emploi de projectiles qui explosent à l'intérieur du corps humain. Cette interdiction prend sa source dans la Déclaration de Saint-Pétersbourg de 1868, qui constitue l'une des pièces maîtresses du droit international humanitaire.

Au sujet de la Déclaration de Saint-Pétersbourg le CICR reconnaît que depuis 1868 la mise au point de nouveaux armements tels que les aéronefs, les chars et les hélicoptères a fait évoluer la pratique des Etats en ce qui concerne l'emploi des balles explosives. Eu égard à la pratique suivie tout au long du XXe siècle, nombre d'Etats jugent licite l'emploi de projectiles explosifs d'un poids inférieur à 400 grammes contre des objectifs matériels. Toutefois, l'objet et le but de la Déclaration de Saint-Pétersbourg de 1868, qui sont de protéger les combattants contre des souffrances inutiles ou la mort causée par des projectiles explosifs, gardent leur validité. De l'avis du CICR, l'interdiction d'utiliser contre des combattants des

projectiles explosifs, qui explosent dans le corps humain, fait partie des règles coutumières du droit international humanitaire.

Pendant les années 80, une balle à usages multiples de calibre 12,7 mm a été mise au point, qui contient des substances explosives et incendiaires et qui - selon les fabricants - peut être d'une efficacité accrue lorsqu'elle est tirée sur des objectifs matériels non blindés, tels que les hélicoptères, les aéronefs, les véhicules légèrement blindés, les navires et les fortifications légères. Cette munition peut être tirée, entre autres, avec des fusils à lunette perfectionnés qui peuvent atteindre une cible à 1'500 m de distance. Malheureusement, les balles de ce type ont une sensibilité telle qu'elles peuvent aussi exploser à l'intérieur du corps humain. En effet, lors de différents essais de tir certaines balles à usages multiples de calibre 12,7 mm ont explosé dans des modèles factices de tissus mous humains. De plus, dans des tests récemment effectués ces balles ont aussi explosé dans les modèles factices protégés par des gilets pare-éclats et tirées à une distance de 1'000 m. En outre, à ce jour les experts consultés n'ont pas été en mesure d'expliquer les raisons des explosions de ces balles dans les modèles factices de tissus mous humains et surtout pourquoi certaines balles explosaient, alors que d'autres traversaient ces modèles factices sans exploser.

Le CICR craint que l'existence en parallèle de munitions capables d'exploser dans le corps humain et de fusils à lunette très précis qui permettent l'usage de ces munitions contre n'importe quelle cible à une distance allant jusqu'à 1'500 m ainsi que le risque de prolifération de ces balles ne sapent à terme l'objet et le but de la Déclaration de Saint-Pétersbourg de 1868. De plus, ces balles seraient en train d'être adaptées pour les fusils de type Kalachnikov, pouvant favoriser sa propagation sur tous les continents.

Ainsi dans le cadre d'un examen de la légalité des balles à usages multiples de calibre 12,7 mm, le CICR estime que les Etats doivent clairement rappeler et indiquer qu'il est interdit d'utiliser de tels projectiles contre des combattants. Ensuite il invite les Etats - à cause du risque de prolifération - à faire le nécessaire pour empêcher effectivement la production, l'emploi ou le transfert de balles à usages multiples de calibre 12,7 mm qui peuvent exploser à l'intérieur du corps humain. Ceci demandera une réévaluation détaillée de la conception de ce type de projectile.

#### **III.4 Domaine des armes "non létales"**

Pour un point de vue général sur cette problématique nous renvoyons au document "Legal and Health Issues: International Humanitarian Law and the Lethality or Non-Lethality of Weapons" qui est annexé au présent texte. Cet article relativise - entre autres - les termes "létalité" et "non-létalité" qui sont utilisés en connexion avec les armes. Par exemple, les effets des armes conventionnelles, dites "létales", sont souvent non létaux puisque la proportion des blessés qui meurent de leurs blessures infligées par une arme conventionnelle est entre 20-30% et que 60% des blessés, qui survivent, récupèrent complètement, c'est-à-dire sans handicaps physiques.

Au vu de ce qui précède il est évident que le CICR considère que toute nouvelle arme qui est mise au point, acquise ou adoptée en vue d'un emploi dans des situations couvertes par le droit international humanitaire doit être examinée selon l'article 36 du Protocole I indépendamment que cette arme porte l'étiquette "létale" ou "non létale".

Ci-après nous allons mentionner quelques technologies qui sont souvent citées dans le cadre du développement de nouvelles armes "non létales". En premier, il s'agit de substances biologiques et chimiques qui ont reçues dernièrement un intérêt accru en vue d'éventuelles utilisations antipersonnel ou antimatériel. Dans le domaine antipersonnel on parle de substances biologiques ou chimiques qui pourraient servir de calmants, de substances soporifiques de contact ou d'agents capables d'altérer les capacités humaines de perception, de cognition, de contrôle corporel, d'éveil, d'humeur, etc., alors que dans le domaine antimatériel on mentionne des substances adhésives, hyper-lubrifiantes ou des agents capables d'altérer certains liquides, métaux ou des pneus.

L'application de l'article 36 du Protocole I à ces possibles nouvelles armes relève tout de suite l'existence de la Convention de 1972 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction ainsi que celle de la Convention de 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. En lisant l'article 1 de la convention sur les agents biologiques, il paraît évident que le champ de manœuvre pour le développement d'armes biologiques "non létales" est pratiquement inexistant puisque son libellé est catégorique en interdisant la mise au point d'agents biologiques, qui ne seraient pas destinés à des fins prophylactiques, de protection ou à d'autres fins pacifiques. Par contre, les articles 1 et 2 de la convention concernant les armes chimiques n'exclut pas le développement de substances chimiques à des fins d'utilisation de lutte antiémeute. Toutefois tout développement dans ce secteur, et surtout tout emploi, même "non légal", doit être soigneusement analysé, afin d'éviter que l'utilisation de certaines substances chimiques dans des situations d'antiémeute puissent affaiblir d'une quelconque manière l'objet et le but primaires de la convention d'interdiction des armes chimiques. Par rapport à toute nouvelle technologie biologique ou chimique, un examen méticuleux, effectué dans le cadre des procédures requises par l'article 36 et prenant en considération tous les aspects, est donc impératif.

Deuxièmement, on parle aussi souvent de technologies non conventionnelles telles que électromagnétiques ou acoustiques. Dans le domaine électromagnétique on mentionne les micro-ondes électromagnétiques de haute puissance qui seraient utilisés contre des systèmes électroniques, les grenades électriques, sortes de "flash-bang" capables de désorienter une personne pendant quelques secondes ou les "mind control weapons". Ces derniers ont l'air de sortir de livres de science-fiction, mais il faut admettre qu'ils intéressent certains milieux militaires depuis plusieurs décennies et que de la recherche a été et continue d'être effectuée dans ce domaine. En ce qui concerne les ondes acoustiques on mentionnera les générateurs de bruit élevé qui propageraient des ondes de choc (aussi nommés anneaux vortex) capables de produire sur une personne à plusieurs dizaines de mètres un effet similaire à un coup de poing. Toutefois les scientifiques consultés ne sont pas encore en mesure

de dire ce qu'il se passerait si la personne en question se trouve trop proche du générateur acoustique! Sera-t-elle déchiquetée en mille morceaux? Quelles sont les caractéristiques de propagation de telles ondes de choc? Concernant les ondes à basses fréquences nombreux ouvrages et experts indiquent qu'elles produiraient sur les personnes un sentiment de malaise, voire des besoins de vomir.

En conclusion nous notons que plusieurs technologies citées dans le cadre du développement de nouvelles armes dites "non létales" pourraient probablement s'avérer utiles pour certaines applications militaires, mais bien souvent des questions fondamentales sont tout simplement ignorées par manque d'interaction multidisciplinaire:

- quel type de blessures sera produit?
- connaît-on le traitement de ces blessures?
- que se passe-t-il si l'arme "non létale" n'est pas utilisée selon le mode d'emploi?
- qu'en est-il d'éventuels effets secondaires ?
- qu'en est-il de la nécessité militaire ?

Souvent nous avons l'impression d'assister en premier à un développement technologique qui ensuite - pour des raisons évidentes - part à la recherche d'une possible application militaire et crée ainsi un besoin artificiel. Dans ce cadre-là il est évident qu'une mise en oeuvre effective et détaillée de l'article 36 est cruciale.



Imprimerie      Drukkerij  
CTIDN          CVILV  
Martelarenstraat, 181  
1800 Vilvoorde

Numéro de Dépôt Légal / Afdeling Wettelijk Depot : D/2002/8547/3– 380 Ex

Imprimé en Belgique    Gedrukt in België    Printed in Belgium